



Hebdomadaire
Paraît le vendredi
N° 2939
29 novembre 2024
1,50 € • DOM: 2€



Prolétaires de tous les pays, unissons-nous!

LUTTE OUVRIÈRE

**Le journal
d'Arlette Laguiller**

UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Contre les fermetures d'usines et les licenciements

Une lutte qui doit être celle de tous !



Auchan - Clermont-Ferrand



Michelin - Cholet



ArcelorMittal - Reims



ArcelorMittal - Denain

Liban-Gaza

**Pas de trêve pour
les massacres**

Page 8

Violences faites aux femmes

**Le produit d'une
société d'oppression**

Page 4



Leur société

- Censure ou pas : ce n'est pas le patronat qui paiera 3
- "Apologie du terrorisme" : la loi doit être abrogée 3
- CAC 40 : les fruits de la guerre de classe 3
- Violences contre les femmes : le produit d'une société d'oppression 4
- Agriculteurs : face à la domination des capitalistes "bien français" 4
- Fonction publique : le 5 décembre, répondre aux attaques du gouvernement 5
- Rapport de l'Insee : un portrait craché 5
- Taxes aériennes : le chantage des compagnies 5
- Enfants à la rue - Grenoble : l'anormal se banalise 6
- Action sociale - Doubs : économies criminelles 6
- Médias : sous la férule du capital 6
- Bronchiolite : une épidémie contrôlable... avec des moyens 7
- Lycée Vaucanson - Grenoble : mobilisés pour des postes 7
- Éducation : chocs des savoirs ou état de choc ? 7

Dans le monde

- Liban-Gaza : pas de trêve pour le massacre 8
- La sale guerre et ceux qui disent non 8
- CPI : Netanyahu pas près d'être jugé 8
- Russie-Ukraine-OTAN : à la recherche de chair à canon 9
- Allemagne : crise politique et élections anticipées 10
- Haïti : l'arrogance de Macron 10
- Northvolt : symbole d'un système en faillite 16
- Matières plastiques : polluantes comme le capitalisme 16
- Europe : les budgets militaires préparent la guerre 16

Dans les entreprises

- CGI - Le Haillan 11
- Bus FSO - Cergy, Conflans, Achères 11
- Nos lecteurs écrivent : chantiers du Grand Paris 11
- Stellantis - Poissy 12
- Renault ingénierie - région parisienne 12
- Clinique Francheville - Périgueux 12
- Agglomération du Havre 12
- Michelin - Cholet 13
- Forvia - Méru 13
- Licenciements dans le Beauvaisis 13
- Dumarey - Strasbourg 14
- Hôpital Lyon-Croix-Rousse 14
- Reims Aerospace 14
- ArcelorMittal 15

Fermetures d'entreprises et licenciements : ce combat doit devenir celui de tous !

Que nous soyons ouvriers, employés, salariés du public ou du privé, le gouvernement et le grand patronat ne nous laissent aucun répit. Après le vol de deux années de retraite et la brutale flambée des prix, voici les licenciements de masse !

200 fermetures d'usines seraient déjà annoncées. Et on ne compte pas les centaines de petits fournisseurs et sous-traitants entraînés dans la chute des plus grosses entreprises. 150 000, voire 200 000 suppressions d'emplois seraient à prévoir dans l'automobile, la chimie, la sidérurgie, la grande distribution... C'est une attaque d'ampleur.

Mais elle n'a rien d'une fatalité. Car les responsables, les Michelin, Auchan, Bosch, Valeo..., sont des groupes richissimes dont les actionnaires sont assis sur des montagnes de capitaux. Ils ont les moyens financiers d'assurer les emplois et les paies de tous leurs salariés. Ils peuvent répartir les productions entre les dizaines, voire les centaines d'usines qu'ils possèdent dans le monde et préserver tous les emplois.

Cela leur coûterait de l'argent ? Oui ! Cela diminuerait leur taux de rentabilité ? Également. Mais où est-il inscrit qu'ils doivent faire 8, 10 ou 15 % de marge ? L'année dernière, Michelin a réalisé deux milliards de profits et a distribué 900 millions à ses actionnaires. Eh bien, qu'il prenne sur ces dividendes !

Les fortunes des grands actionnaires, les familles Michelin, Mulliez ou Peugeot, se comptent en dizaines de milliards. Qu'ils ne touchent pas de dividendes pendant quelques années ne les privera de rien. Ils continueront de survoler la planète en jet privé, de peupler les palaces de luxe et de claquer des milliers d'euros en une soirée.

Mais à Cholet, si Michelin ferme et que le chômage fait rage, combien de travailleurs ne pourront plus rembourser leur crédit, plus payer les études de leurs enfants, plus se chauffer ? Combien se retrouveront avec des retraites de misère ? Misère qui frappera aussi les artisans, les commerçants et les petits agriculteurs déjà étranglés par la baisse de la consommation et par les crédits contractés pendant le Covid.

Les industriels se disent en « crise ». Celle-ci serait provoquée par la faiblesse des ventes de voitures électriques en Europe, par la concurrence chinoise et le prix élevé de l'énergie. Et de fait, la bourgeoisie européenne est secouée par ses concurrents chinois et aussi américains.

Mais dans cette crise, le grand patronat n'a encore rien perdu. C'est pour ne pas perdre un centime qu'il se retourne contre des centaines de milliers de travailleurs. C'est aussi pour cela qu'il réorganise son système productif en délocalisant ou en retirant ses capitaux des affaires jugées pas assez rentables. Alors, il n'y a pas à se laisser attendrir par ce grand patronat. Non seulement il pleure la bouche pleine, mais il a déclaré la guerre à l'ensemble du monde du travail !

Ne nous laissons pas bernier par ceux qui promettent de lutter contre la concurrence « déloyale » et de faire du protectionnisme. La concurrence est toujours jugée déloyale par les perdants, en particulier les plus petits, qui finissent toujours dévorés par plus gros qu'eux. Le problème, c'est le principe même de la concurrence, parce que c'est la loi de la jungle.

Cette jungle économique, le grand patronat la défend bec et ongles. Il en est le principal acteur et profiteur. Parce qu'avec la propriété privée des entreprises, la concurrence est à la base du capitalisme. Pour les groupes les plus puissants, c'est une source d'enrichissement sans fin et le moyen de mettre les travailleurs du monde entier en compétition pour les exploiter toujours plus.

Les discours politiques sur la réindustrialisation et le protectionnisme ne sont que démagogie. Les capitalistes jouent nos emplois et nos vies au casino mondial de la finance pour leurs seuls intérêts de parasites. Notre seule protection, c'est notre colère, notre combativité et notre organisation.

Il y a des luttes, des débrayages et des grèves dans certaines usines menacées de fermeture. Les ouvriers qui se battent pour leur emploi et leur salaire ont raison. Mais il ne faut pas les laisser seuls. Les licenciements frappent tant de secteurs et de régions que nous en subissons tous les conséquences. Alors, ce combat doit devenir celui de tous les travailleurs !

La mobilisation générale ne se décrète pas, surtout après des années de recul. Mais le grand patronat ne nous laisse pas le choix. Il faut nous battre avec la conviction que nous ne sommes pas condamnés à subir les diktats d'une minorité de rapaces. Tout est une question de rapport de force. Et parce que le monde du travail produit tout et fait tout tourner dans la société, il peut et doit s'imposer !

Nathalie Arthaud



À Michelin Cholet, vote de la mobilisation après l'annonce de la fermeture.

MARC ROGER OUEST FRANCE

Censure ou pas : **ce n'est pas le patronat qui paiera**

Interviewé sur TF1 mardi 26 novembre, le Premier ministre a déclaré qu'il allait « probablement » avoir recours au 49.3 pour faire adopter le budget.

Face à la menace du vote d'une motion de censure qui entraînerait la chute de son gouvernement, Barnier a averti : « *Il y aura des turbulences graves sur les marchés financiers.* » Autrement dit, « c'est moi ou le chaos ».

La conjugaison de la démission de Barnier, de l'impossibilité de trouver une majorité stable et du fait que la Constitution interdit de nouvelles élections législatives avant juillet prochain approfondirait alors la crise politique, donnant l'impression, voire démontrant, que le pays n'est pas gouverné. Ce tangage au sommet

déplaît profondément au grand patronat. D'une part il a besoin de continuité gouvernementale pour ses affaires, tant financières que sociales, entre autres pour que les attaques multiformes contre la classe ouvrière soient rondement et si possible habilement menées. D'autre part, au moment où il entame une violente campagne de licenciements qui risque de soulever la colère, il préférerait qu'une main ferme tienne le gouvernail de l'État. Pour cela, le maintien de Barnier lui semble la solution la moins risquée.

C'est pourquoi la grande presse respectable, en tant que chœur autorisé des desiderata du capital, invite Marine Le Pen à retenir ses ardeurs et à ne pas voter une éventuelle motion de censure. Pour cela Barnier devra lui offrir quelque chose qui ressemble à un recul. Il pourrait se dédire à propos des taxes sur le courant électrique, ne pas bloquer tout de suite les retraites, faire aboyer Retailleau encore un peu plus contre les immigrés ... Car il faudrait aussi que Le Pen veuille bien faire avaler à son électorat populaire le soutien de fait à un gouvernement qui lui fait les poches. Il y aurait pour elle un coût politique tant son électorat parmi les

travailleurs est, avec raison, opposé à Macron, Barnier et toute la clique.

Mais, dit le chœur, Le Pen sortirait grandie de l'épreuve, s'étant montrée prête à se faire hara-kiri et surtout à laisser éventrer la population, y compris ses électeurs, pour le bien des financiers. Ne serait-ce pas là le brevet ultime de respectabilité au service de la propriété, ce brevet qu'elle poursuit depuis tant d'années, en vue de l'élection présidentielle ?

Si Le Pen entendait au contraire voter la censure, quitte à accroître l'instabilité, certains proposent encore une solution : détacher du bloc de gauche suffisamment de députés pour

que la motion de censure ne passe pas. L'ex-Premier ministre socialiste Bernard Cazeneuve s'est déclaré volontaire pour rassembler de quoi soutenir Barnier sur sa gauche si l'extrême droite venait à lui faire défaut. Il est probable que les candidats ne manqueraient pas, au prétexte habituel... de faire barrage à l'extrême droite, tout en lui faisant un marche-pied.

Alors, que fera finalement Le Pen ? Barnier la payera-t-il pour éviter la censure et à quel prix ? Le suspense peut encore durer quelque temps mais pour le grand patronat, il n'y en a pas. Il sait que, de toute façon, la facture ne sera pas pour lui.

Paul Galois

CAC 40 : les fruits de la guerre de classe



Les salaires des PDG des principales multinationales cotées à la bourse de Paris ont augmenté de 6 % sur un an. Ils ont touché en moyenne plus de 7 millions d'euros en un an, sans compter les actions, primes et autres parachutes dorés dont ils bénéficient.

Bernard Charlès, PDG de Dassault, arrive en tête avec 46,8 millions, en 2023, suivi de Carlos Tavarès, qui dirige Stellantis, avec 36,5 millions et Ilham Kadri, de Solvay, avec 23 millions. Par rapport à 2019, la hausse du salaire moyen des quarante PDG de la liste est de 37 % : pour eux, l'inflation est celle de la rémunération, pas des prix !

Mais si ces sommes sont considérables, il faut les rapporter à ce que touchent les actionnaires. L'an dernier, le montant moyen des dividendes distribués était de 1,7 milliard d'euros par entreprise du CAC 40, un record historique. C'est 240 fois plus que ce que gagnent les PDG, qui ne sont en réalité que de salariés de luxe.

La recette de cette poule aux œufs d'or, les travailleurs la connaissent bien : c'est la guerre sociale que ces actionnaires leur mènent. C'est l'intensification des cadences d'un côté et, de l'autre, les fermetures d'usines, le chômage et des régions entières sinistrées.

Thomas Baumer

« Apologie du terrorisme » : la loi doit être abrogée !

La proposition de loi, déposée par le député LFI Hugo Bernalicis, visant à retirer du code pénal le délit « d'apologie du terrorisme » pour l'intégrer à la loi sur la liberté de la presse, a déclenché une campagne haineuse venue de multiples bords politiques.

« *C'est ignoble et ça doit être combattu avec la plus grande force* » s'est ému Didier Migaud, ministre de la Justice, jadis socialiste. Gabriel Attal a sommé la gauche « *de se désolidariser clairement de cette proposition de loi* » tandis qu'Olivier Faure du PS s'exécutait en affirmant : « *nous ne soutenons pas cette proposition* ». La palme de l'indignation surjouée est revenue à Bruno Retailleau, ministre de l'Intérieur : « *C'est innommable. J'appelle ceux qui ont encore une conscience politique [...] à se dissocier définitivement des Insoumis* ». Et nombre de médias de relayer sans aucune distance ces propos outranciers contre une proposition qui n'a rien d'extraordinaire.

C'est seulement en 2014, sous la présidence de Hollande, qu'une énième loi antiterrorisme a introduit dans le code pénal, parmi diverses mesures donnant des pouvoirs supplémentaires à l'État pour réduire les libertés, ce délit d'apologie du terrorisme. La loi

sur la liberté de la presse condamnait déjà, et depuis 1881, « *les délits d'apologie de crime, d'apologie de crime de guerre, d'apologie de crime contre l'humanité* ». Mais, sur le terrain sécuritaire comme sur celui de l'immigration, les gouvernements depuis au moins la présidence de Sarkozy en 2007 ont utilisé chaque événement tragique, chaque fait divers, pour surenchérisser et durcir les lois.

Cet arsenal répressif n'a pas empêché les attentats mais il a contribué à permettre un chantage des gouvernements successifs pour faire accepter leur politique, que ce soit au Mali ou au Moyen-Orient, et pour faire accepter à la population un encadrement policier accru. Comme le dénoncent des avocats, et même l'ancien juge antiterroriste Marc Trévidic interviewé par *L'Humanité*, cette loi a permis à la police d'appliquer les méthodes de l'antiterrorisme (surveillance, infiltration, pose de micros, captation de données informatiques)

contre des militants, des journalistes ou n'importe quelle personne soupçonnée. Depuis 2014, plusieurs centaines de personnes sont condamnées chaque année au titre de l'apologie du terrorisme, au lieu de quelques individus auparavant. Quant à la définition de cette « apologie », elle est très large et à la seule appréciation de la justice.

Depuis le début de la guerre à Gaza, après le 7 octobre 2023, ce délit a servi à traîner devant les tribunaux ceux qui dénoncent le massacre et l'occupation de la Palestine. Le secrétaire de l'UD CGT du Nord a ainsi été condamné, en première instance, à un an de prison avec sursis pour un tract faisant le lien entre « *les horreurs de l'occupation illégale* » et l'attaque du Hamas. Des militants et des responsables politiques ont été traînés devant les tribunaux parce qu'ils ne se démarquaient ni assez fort ni assez vite du Hamas.

Sans préjuger des calculs politiques de LFI, et même si l'appareil d'État dispose évidemment de bien d'autres moyens pour museler ceux qui contestent, cette loi doit être abrogée.

Xavier Lachau

Violences contre les femmes : le produit d'une société d'oppression

Lundi 25 novembre, journée contre les violences faites aux femmes, le Premier ministre Michel Barnier a promis un plan de bataille après le choc du procès de Mazan. Cela se résume à quatre mesures.



Manifestation du 23 novembre à Paris.

Barnier a annoncé l'expérimentation et le remboursement par la Sécurité sociale de kits de détection pour lutter contre la soumission chimique, la généralisation du dépôt de

plainte dans les hôpitaux s'ils possèdent un service d'urgence ou de gynécologie – ce qui est de moins en moins le cas –, un renforcement de la formation des policiers chargés de

l'accueil des victimes et l'ouverture d'une Maison des femmes dans chaque département pour 2025. Enfin, le déblocage de 7 millions de crédits supplémentaires a été annoncé pour mettre à l'abri les victimes de violences conjugales, ce qui élèvera à 20 millions le budget de l'aide universelle d'urgence.

En comparaison des 2,6 milliards d'euros que les associations estiment nécessaires, ce que le gouvernement annonce est dérisoire. Déjà en 2017, à l'occasion de la journée contre les violences faites aux femmes, Macron avait annoncé que leur situation deviendrait la grande cause de son quinquennat, sans que cela se traduise dans les faits. La situation de dizaines de milliers de femmes reste désastreuse, mais il n'y a qu'en paroles que les gouvernements ne sont pas avares.

Début novembre, une mission interministérielle a annoncé qu'en 2022,

270 000 femmes avaient déclaré avoir subi des violences sexuelles et/ou physiques, 1,4 million avaient déclaré des faits de harcèlement ou d'exhibitionnisme. Les chiffres sont en constante augmentation, mais seulement 6 % des victimes de violences sexuelles franchissent la porte d'un commissariat. Enfin, depuis janvier 2024, 122 femmes ont été tuées par leur compagnon ou ex-compagnon.

Il y avait donc bien des raisons de crier son indignation lors des manifestations du 23 novembre et de la journée contre les violences le 25 novembre. Le procès de Mazan, contre le mari de Gisèle Pélicot qui la droguait et les dizaines d'hommes qui l'ont violée, a montré combien la barbarie peut sévir y compris dans un pays présenté comme parmi les plus développés de la planète.

Les violences faites aux femmes sont un fléau social profond. Contre lui il faudrait déjà que le

gouvernement débloque des moyens sérieux pour protéger les femmes, les accueillir dignement, et les soustraire à leurs bourreaux. Loin de s'atténuer, ces violences et cette oppression se reproduisent sans cesse. La société tout entière est bâtie sur des inégalités, sur la domination et l'exploitation. Dans un monde où règne la propriété privée, la loi du marché, la dictature de l'argent, les femmes sont infériorisées et bien souvent considérées comme une marchandise.

Alors la première question est celle du combat immédiat et particulier des femmes et de tous ceux que cette oppression révolte, contre un fléau dont les causes sont enracinées dans la société.

Ce combat ne pourra être mené jusqu'au bout que s'il rejoint celui de tous les opprimés, le combat pour une société communiste, débarrassée de toute forme d'inégalité et de violence.

Boris Savin

Agriculteurs : face à la domination de capitalistes "bien français"

Les manifestations d'agriculteurs se poursuivent dans différents départements et sous diverses formes, sans prendre l'ampleur qu'elles avaient eue l'an passé. Elles constituent, pour l'instant, plutôt des démonstrations militantes concurrentes des différents syndicats en vue des élections aux chambres d'agriculture prévues au mois de janvier.

Les syndicats agricoles, la FNSEA en tête, orientent la colère des agriculteurs contre le Mercosur. Pourtant, les problèmes bien réels auxquels sont confrontés les petits agriculteurs aujourd'hui n'ont rien à voir avec cet accord, qui n'est pas encore signé.

Les attaques des syndicats contre le Mercosur sont relayées par tous les politiciens. Ils ont trouvé un nouvel allié, grand « défenseur » des agriculteurs : le groupe Carrefour, qui a annoncé le 20 novembre qu'il ne vendrait aucune viande venue du Mercosur dans ses magasins. Une démagogie qui ne coûte rien, quand

on sait que l'origine de la viande n'est pas indiquée dans les plats préparés ou quand on se souvient des « lasagnes au bœuf » Findus qui contenaient majoritairement de la viande de... cheval.

En France, les éleveurs de bovins pour la viande sont parmi ceux qui gagnent le plus mal leur vie. Depuis deux ans, les prix de la viande ayant un peu augmenté, leur revenu s'est amélioré et a atteint 20 000 euros par an en moyenne, mais bien des éleveurs, dont la quasi-totalité ont moins de cent bêtes, gagnent moins, et cela après des années autour du smic.

Depuis longtemps, ce sont les abattoirs, les usines de transformation et la grande distribution qui accumulent des profits en leur imposant des prix en dessous de leurs coûts de production.

Les éleveurs de volaille, bien souvent pieds et poings liés aux abattoirs, font face à une pression permanente des transformateurs pour qu'ils baissent les prix, en se servant des volailles importées d'Ukraine à bas prix depuis la guerre. Les éleveurs qui avaient cru s'en sortir en faisant de la volaille Label Rouge sont confrontés à une baisse des ventes et nombreux sont ceux qui ont dû arrêter cette activité. Certains, parmi eux, rejettent la faute sur les travailleurs qui « consomment mal ». Mais c'est bien la baisse du pouvoir d'achat des classes populaires qui les empêche

d'acheter de la nourriture de meilleure qualité.

Dans le Sud-Ouest, cet été, les mauvaises récoltes de céréales se sont ajoutées à la crise viticole qui perdure et à la mévente des bouteilles de vin. Les plus gros producteurs pourront faire face à cette crise. Mais pour certains petits exploitants, la situation est tendue : ils doivent reporter le renouvellement de leur matériel et certains ne paient plus leurs emprunts. Ces exploitations ne seront pas perdues pour tout le monde car, pour beaucoup, elles viendront grossir les exploitations des producteurs les plus riches.

Des producteurs de lait et de porc sont présents lors des actions et des rassemblements, voulant affirmer leur soutien aux autres agriculteurs, même si les deux dernières années ont été plutôt de « bonnes



années », du fait de prix plus élevés. Mais ils savent que cela risque de ne pas durer, comme l'a rappelé brutalement la décision de Lactalis de ne plus collecter plusieurs centaines d'éleveurs d'ici à un ou deux ans.

Les capitalistes qui étranglent les petits agriculteurs sont aussi ceux qui exploitent les travailleurs dans leurs usines et leurs magasins, et qui rackettent les consommateurs pour augmenter leurs profits. C'est contre eux que les classes populaires ont intérêt à se dresser ensemble.

Sébastien Janais

Fonction publique : le 5 décembre, répondre aux attaques du gouvernement

À la suite de leur rencontre avec Guillaume Kasbarian, le ministre de la Fonction publique, les organisations syndicales ont appelé les salariés du secteur à une journée de grève et de manifestations le 5 décembre.

Lors de ce rendez-vous, le ministre a renoncé à fusionner les trois catégories A, B, C auxquelles appartiennent les fonctionnaires selon leurs tâches et leur niveau d'étude. Cette réforme laissait présager une dégradation générale sous prétexte de revoir la grille des salaires et son évolution.

Mais Kasbarian reste toujours déterminé à augmenter les jours de carence de un à trois en cas d'arrêt maladie et à en réduire l'indemnisation. Il a aussi confirmé la suppression de la prime de garantie individuelle de pouvoir d'achat

(GIPA) qui permet à une partie des salariés de compenser leur perte par rapport à l'inflation. Enfin, il a annoncé le gel du point d'indice servant à calculer les salaires, qui seront ainsi bloqués. Ces mesures concernent aussi le personnel contractuel, soit plus d'un million d'agents.

Le gouvernement attend de ces mesures cinq milliards d'économies. Pour les justifier, il alimente le poison de la division entre fonctionnaires et salariés du privé. Accuser les fonctionnaires d'inefficacité, voire de fainéantise, est une

vielle ficelle. Le gouvernement veut aussi poursuivre l'instauration des méthodes généralisées dans le secteur privé comme le salaire au mérite, les primes et les heures supplémentaires sous prétexte de permettre aux fonctionnaires d'améliorer leur pouvoir d'achat.

Le personnel des hôpitaux, des collectivités comme des différents ministères a toutes les raisons de refuser de faire les frais de cette politique consistant à sacrifier les services publics pour pouvoir financer toujours plus la bourgeoisie et le grand patronat.

La journée de grève du 5 décembre peut servir à préparer une réponse d'ensemble tout en refusant la division entre fonctionnaires et salariés du privé.

Inès Rabah

Taxes aériennes : le chantage des compagnies

Alors que le gouvernement a prévu de tripler une taxe sur les billets d'avion, les patrons des compagnies aériennes ont entamé un bras de fer pour pousser leur avantage.

En pointe sur cette affaire, le patron de Ryanair a affirmé qu'il n'avait « aucune honte à dire qu'il dirigera ses capacités vers les endroits qui œuvreront avec lui à réduire ces coûts. » Il menace en fait de cesser ses activités dans 10 aéroports français.

C'est la taxe de solidarité sur les billets d'avion, la TSBA, que le gouvernement a prévu de tripler. Cette taxe, dite taxe Chirac, votée en 2006 sous sa présidence, devait selon ses promoteurs financer la lutte contre le sida en Afrique. La vignette automobile n'avait-elle pas été introduite en son temps sous le même prétexte de solidarité pour financer un revenu minimum pour les personnes âgées ? La TSBA a rapporté l'an dernier à l'État 460 millions d'euros. Barnier en voudrait un milliard de plus. Ce ne sont pas les compagnies qui sont appelées à prendre sur leurs profits, mais les voyageurs qui sont invités à passer à la caisse.

Ainsi, en classe économique, à destination de l'Europe, ils seraient prélevés de 9,5 euros au lieu de 2,63 actuellement. L'augmentation serait proportionnelle à la distance parcourue et à la classe du voyage.

À l'annonce de cette décision, toutes les compagnies aériennes ont protesté. Air France s'est plainte qu'elle devrait déboursier un tiers du milliard attendu par Bercy. Air Caraïbes a estimé que « près d'un tiers des bénéfices » de la compagnie allait ainsi s'évaporer. Ces compagnies mentent effrontément. Si la taxe est décidée, elles la répercuteront intégralement sur les prix des billets de voyageurs qui, loin de là, ne voyagent pas tous en classe affaires. Quant à la baisse possible de trafic que les compagnies opposent à l'augmentation de la TSBA, elle est très hypothétique, ceux qui prennent l'avion pouvant certainement payer 7 euros de plus par billet.

Il est en fait plus que probable que ces compagnies profitent de la hausse de la TSBA pour négocier avec l'État ou les collectivités des contreparties qui grossiront un peu plus leurs bénéfices. Les compagnies aériennes sont spécialistes du genre. Ainsi Ryanair reçoit déjà, rien qu'en Occitanie, 10 millions d'euros par an d'argent public de la part des collectivités locales au nom du maintien de ses lignes au départ de Perpignan, Carcassonne ou encore Lourdes... Les deux milliards d'euros de profit que Ryanair a réalisés en 2023 dans le monde viennent non seulement de l'exploitation de ses salariés mais aussi du pillage des caisses publiques !

Pour des raisons d'optimisation de ses profits, Ryanair pourrait cependant décider de fermer des lignes, ce qui entraînerait des licenciements par dizaines. Elle pourra dans ce cas incriminer tranquillement le gouvernement et la fatalité. Ses travailleurs devront ne pas croire à ses mensonges et se défendre.

Serge Benham



Le personnel hospitalier de Mulhouse en manifestation en 2020.

Rapport de l'Insee : un portrait craché

L'Insee a publié le 21 novembre son *Portrait social de la France pour 2024*. Il en ressort, sans surprise, que les pauvres le sont de plus en plus alors que les riches arrondissent leur pécule.

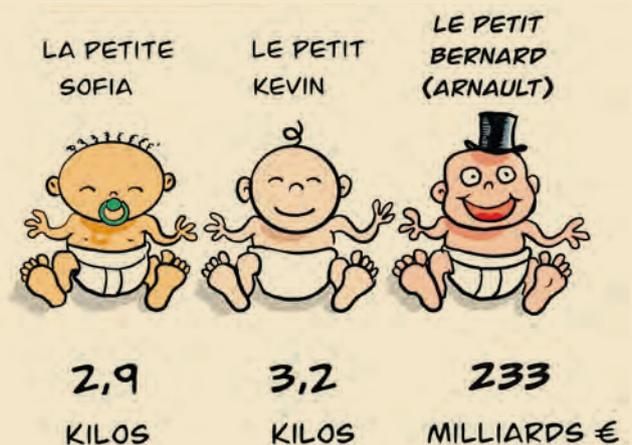
Il pourrait sembler inutile de faire de telles études, des calculs complexes et des publications arides pour prouver ce que tout un chacun peut constater par les moyens les plus simples : comparer son salaire bloqué aux dividendes perçus par les actionnaires de l'entreprise ; constater que lorsqu'on a payé le loyer, la nourriture et le transport, il ne reste plus rien pour finir le mois ; voir autour de soi la misère s'étendre et le nombre des sans-abri augmenter.

Mais l'Insee va plus loin que la simple description et explique que la politique de l'État, loin de contribuer à lisser les inégalités sociales, les a approfondies. Après avoir pris en compte la somme de toutes les aides accordées, de toutes celles qui ont été supprimées, des impôts en baisse et des taxes en hausse, dans tous les domaines, elle prouve que finalement les 20 % les plus pauvres ont pâti de la hausse des prix alors que les 20 % les plus riches

ont tout de même vu leur niveau de vie augmenter. C'est bien grâce à la politique de ministres qui se gargarisent de la « défense de notre modèle social » que les classes populaires sont dépouillées. Et encore, ce portrait ne parle pas des 0,001 % les plus riches, la très mince couche des multimilliardaires choyés par l'État et dont les revenus ont explosé, ni des multiples coupes dans les budgets des services publics qui contribuent à aggraver le sort de la population.

L'explosion des inégalités sociales n'est pas un phénomène naturel ni la conséquence d'une situation économique dont personne ne serait responsable. Elle est le résultat d'une politique délibérée des gouvernements qui accompagne la guerre menée par les capitalistes contre la classe travaillante. C'est l'Insee, c'est-à-dire un service de l'État lui-même qui le démontre.

Paul Galois



Enfants à la rue – Grenoble : **l’anormal se banalise**

Depuis trois rentrées scolaires, des familles sont mises à l’abri dans dix écoles primaires et maternelles de la ville de Grenoble. Des parents d’élèves, des enseignants et des voisins se sont mobilisés en apprenant que des enfants dormaient dans la rue.

Face à l’inaction de la mairie et des institutions, ils s’étaient organisés pour leur ouvrir les portes des écoles et que les familles puissent au moins avoir un toit alors que l’hiver arrivait. La solution d’urgence est désormais devenue la norme.

Le collectif constitué autour des écoles Berriat et Anthoard a alerté sur la situation. Il souligne que le nombre de familles à la rue ne fait qu’augmenter. Quatre sont actuellement hébergées dans les salles de classe inoccupées mais deux

autres se sont déjà signalées. Seules la mobilisation et la détermination des habitants ont permis cette solution, si précaire soit-elle : « *Sans vous, on serait encore sous une tente au parc Saint-Bruno* », témoignait une femme, seule à la rue avec ses trois enfants. Mais camper dans une salle de classe n’est pas une vie ! Il faut passer toute la journée dehors en attendant que l’école soit finie. Comme disait une autre mère : « *Mon dernier de 2 ans, il est tout le temps*

malade. » Les membres du collectif voudraient que de réelles solutions d’hébergement soient mises en œuvre.

Dans l’agglomération grenobloise, 450 enfants sont ainsi à survivre, dans des squats, sous des tentes ou chez des tiers. Cet automne une femme qui venait d’accoucher s’est retrouvée à la rue, sans hébergement à la sortie de la maternité avec son bébé de 10 jours !

Pourtant, la ville compte 2 000 logements vides. Le conseil municipal a voté en

juin 2022 la possibilité pour le maire de les réquisitionner mais celui-ci, Éric Piolle (EELV) s’y refuse.

Comme le témoignait une voisine lors de la réunion, également bénévole aux Restos du cœur : « *Ça va encore empirer, on voit de plus en plus de personnes à la rue à notre distribution.* ». C’est effectivement ce qui attend de plus en plus de familles populaires dans l’incapacité de payer un loyer.

Tania Lemel

Action sociale – Doubs : **économies criminelles**

À Besançon dans le Doubs, une cinquantaine de personnes se sont rassemblées, à l’appel de l’intersyndicale CGT, FO, SUD et FSU de l’action sociale, pour la journée internationale des droits de l’enfant, mais aussi pour les mineurs étrangers isolés.



En effet, le département du Doubs et d’autres institutions refusent de reconnaître les droits auxquels tous les enfants devraient pouvoir prétendre, comme le droit à la protection ou à l’éducation. L’exemple et les témoignages de ces adolescents migrants montrent bien la situation dramatique de la protection de l’enfance dans un des pays les plus riches du monde. Selon le rapport du très officiel CESE (Conseil économique, social et environnemental) du 8 octobre dernier, 2 000 enfants vivent dans la rue en France, dont 500 ont moins de trois ans. 70 % des juges disent avoir déjà renoncé, faute de solution, à prendre des décisions de placement d’enfants en danger. Les budgets insuffisants sont synonymes de conditions de travail qui se dégradent pour les travailleurs du secteur et d’enfants qu’on ne peut accompagner correctement.

Dans les services éducatifs en milieu ouvert du Doubs, la charge de travail a entraîné une vague de démissions de salariés, si bien que plus de 100 enfants sont en liste d’attente, autrement dit 100 enfants pour qui un juge a prononcé une mesure d’accompagnement éducatif et de protection mais qui ne se mettra en place que dans plusieurs mois.

Des conditions de travail dégradées, des économies de bout de chandelle sur tous les postes budgétaires, une perte du sens du travail, avec des salaires gelés depuis des années... il n’est pas étonnant qu’au niveau national on compte près de 40 % de postes vacants dans la protection de l’enfance. Et pour 2025, de nouvelles coupes budgétaires sont à venir. Le Département a annoncé une baisse de 500 000 à un million d’euros de crédits pour les services de prévention spécialisée (les « éducateurs de rue »), soit

10 % à 20 % de budget en moins.

Le service insertion de l’ADDSEA, seul service sur le département qui propose une insertion professionnelle à des jeunes de 18 à 25 ans en très grande précarité, risque de fermer, faute de financements pérennes. Pour d’autres services de l’action sociale et médico-sociale, des baisses ou fins de financement sont déjà annoncées, y compris les services pour les réfugiés ukrainiens pour qui le financement cesse au 31 décembre alors que la guerre s’intensifie, ou bien le service d’hébergement temporaire de Besançon.

L’État a également annoncé qu’en 2025 il ne financerait plus que partiellement, sans indiquer ni montant ni pourcentage, le service Altérité de Besançon et Montbéliard, à charge pour lui de trouver d’autres financeurs d’ici la fin de l’année. Ce service héberge, accompagne et tente de soigner des hommes auteurs de violences conjugales, permettant ainsi aux femmes victimes et souvent à leurs enfants de rester au domicile.

Chaque fois ce sont des postes supprimés, des menaces de licenciements, mais aussi des services nécessaires à la population, notamment aux enfants, qui disparaissent. Pourtant l’argent existe mais il reste dans les poches et les coffres-forts des grands patrons et actionnaires.

Correspondant LO

Médias : sous la férule du capital

Considérant peut-être que les médias ne leur obéissent pas assez rapidement, un groupe de milliardaires s’est acheté l’École supérieure de journalisme de Paris.



Bolloré, propriétaire de *Cnews* et du *Journal du Dimanche*, Dassault qui détient le quotidien *Le Figaro*, Bernard Arnault qui a *Le Parisien* et *Les Echos* dans son vaste portefeuille et Rodolphe Saadé qui s’est payé BFM après avoir acheté *La Provence*, ont chacun mis au pot. L’école a été confiée à un capitaliste de moindre envergure, surtout connu pour ses idées réactionnaires à l’instar des généreux donateurs.

Une grande partie des médias est déjà dans les mains d’un petit nombre de familles bourgeoises de plus en plus marquées à droite, voire à l’extrême droite. La quasi-totalité des moyens de communication, la presse écrite, les chaînes publiques et privées, les radios sur toute la bande passante et les réseaux sociaux défendent l’ordre social en gros et même en

détail, faisant passer les intérêts immédiats de tel ou tel groupe pour l’intérêt général. Mais cela ne suffit pas à ce groupe de milliardaires réactionnaires puisque les idées contestataires persistent malgré tout. Bolloré et consorts espèrent donc, en se payant une école de journalisme, que des professionnels formés, élevés en batterie dès le jeune âge et habitués à embrasser dans toutes les circonstances la main qui les nourrit, parviendront à faire passer leurs idées dans la population.

C’est évidemment peine perdue. Aucune dictature, même pas celle d’un Big Brother Bolloré, ne pourra durablement faire croire que la guerre, c’est la paix, que l’esclavage, c’est la liberté et faire passer encore quelques autres vessies pour des lanternes.

Paul Galois

Bronchiolite : une épidémie contrôlable... avec des moyens

Comme tous les ans, une épidémie de bronchiolite, une maladie virale très contagieuse, touche les nourrissons, notamment ceux de moins de six mois.

Deux régions, l'Île-de-France et les Hauts-de-France, sont déjà considérées « en phase épidémique », plus de 2 400 enfants de moins de deux ans étant passés par les services d'urgence du 11 au 17 novembre. On ne sait pas encore comment va évoluer cette épidémie ni si elle risque d'atteindre les chiffres record dramatiques de l'hiver 2022 qui avait vu 74 000 passages aux

Urgences et 26 000 hospitalisations, lesquelles, faute de personnel et de lits dans des hôpitaux débordés, avaient dû se faire parfois à des dizaines de kilomètres du domicile des familles.

On ne peut bien sûr pas tout prévoir en matière d'épidémie, mais on peut être sûr que les épidémies de bronchiolite reviennent tous les hivers. C'est d'ailleurs cela qui a amené depuis des

années la mise au point de traitements de plus en plus novateurs pour les enfants comme pour leurs mères. On dispose aujourd'hui de produits à l'efficacité clairement démontrée : le vaccin Abrysvo pour la mère pendant la grossesse et le Beyfortus qui protège les nouveaux-nés pendant au moins cinq mois.

Mais des possibilités nouvelles de la science à la réalité du terrain, il y a de nombreux obstacles, dont la recherche maximale du

profit par les laboratoires pharmaceutiques et les politiques d'austérité de l'État ne sont pas les moindres. Ainsi à l'hiver 2023 le Beyfortus avait été très vite en rupture de stock car le gouvernement n'en avait commandé que 200 000 doses, estimant que 30 % seulement des familles allaient faire vacciner leur bébé, alors que près de 80 % avaient cherché à le faire... Quant aux médicaments, si l'Abrysvo – 196,10 euros – est remboursé à 100 % dans les maternités,

le Beyfortus – 401,80 euros – ne l'est qu'à 30 %, ce qui représente un énorme reste à charge.

Alors, en 2024 comme les années précédentes, des milliers de nourrissons seront encore pris en charge dans des conditions difficiles, et cette impréparation systématique des autorités de santé ne relève pas des lacunes de la science mais bien de leurs choix délibérés en faveur des trusts pharmaceutiques.

Cédric Duval

Lycée Vaucanson Grenoble : mobilisés pour des postes

À la suite de l'agression d'un enseignant se rendant au travail, le personnel du lycée Vaucanson à Grenoble s'est mis en grève le jeudi 21 novembre.

Cela fait en réalité des années qu'enseignants, conseillers principaux d'éducation (CPE) et surveillants réclamaient, en vain, des moyens supplémentaires pour travailler dans des conditions correctes dans cet établissement de 12 hectares situé entre deux points notoires de deal.

Récemment une délégation avait été reçue au rectorat et avait rappelé cette exigence, en expliquant que le personnel ne voulait juste pas attendre un incident avant d'alerter et d'agir. Pour l'essentiel, il lui avait été répondu que le lycée était « bien doté ». Seule la possibilité de recruter un CPE à titre provisoire avait été concédée.

Au lendemain de l'agression, et suite à un nouvel incident l'après-midi même, des responsables du rectorat ont de nouveau reçu une délégation élue par les grévistes. Il lui a été expliqué que beaucoup d'argent a été dépensé dans le quartier, et que cela correspondrait à « plus de 20 000 euros par habitant », comme si cette somme était arrivée dans la poche des familles qui y habitent.

Mais, fruit de la mobilisation, une promesse de moyens supplémentaires a été faite.

Ainsi seraient obtenus un CPE (contre deux demandés), deux équivalents temps plein de surveillants en vie scolaire et à l'internat (contre les cinq assistants d'éducation, AED, demandés), la possibilité de recruter deux services civiques et une nouvelle infirmière. Une façon de reconnaître que, contrairement à ce qui avait été répété jusque-là, ces moyens humains sont effectivement indispensables au fonctionnement du lycée.

Ces recrutements n'ont cependant été promis qu'à titre provisoire, jusqu'à la fin de l'année scolaire. En outre, les postes d'AED seront prélevés sur d'autres établissements, ce qui signifie qu'un manque sera créé ailleurs.

Refusant cette manœuvre, les grévistes ont reconduit leur mouvement lundi 25 novembre. Une rencontre avec les parents d'élèves et le personnel des établissements du secteur a été organisée devant l'entrée du lycée, permettant d'entendre les inquiétudes et les témoignages de soutien de plusieurs parents et élèves qui ont conforté les enseignants dans leur mobilisation. L'idée de se rencontrer à nouveau et de créer un comité de lutte pour prolonger la mobilisation a été lancée.

Correspondant LO

Éducation : chocs des savoirs ou état de choc ?

Comme il se doit à chaque nouvelle nomination, la ministre de l'Éducation nationale, Anne Genetet, a voulu faire parler d'elle en annonçant de nouvelles mesures pour l'école.

Dans la continuité des annonces de Gabriel Attal, elle veut lancer la politique intitulée « L'acte II du choc des savoirs ». Alors, après l'instauration des groupes de niveaux en français et en mathématiques dans les classes de sixième et de cinquième, elle prétend mettre en place une heure en groupes, en quatrième et en troisième. En fait de choc, il s'agit de camoufler la baisse des moyens programmée dans l'Éducation nationale.

Les groupes de niveaux et autres mesurées ne riment à rien tant il manque de personnel à l'école. Au mieux ils désorganisent complètement ce qui reste de fonctionnement normal au collège. Au pire ils favorisent encore le tri social dans les classes. Mais pendant ce temps, le gouvernement continue la saignée et prévoit de supprimer de nouveaux 4 000 postes d'enseignants.

Toujours dans les effets d'annonce, la ministre a affirmé que le brevet des collèges serait dorénavant un examen d'entrée pour la seconde. Aujourd'hui, la grande majorité des élèves de 3^e sont reçus à cet examen. Mais, avec ou sans brevet, ceux qui n'ont pas

la chance de bien correspondre aux critères voulus, se retrouvent soumis à la sélection avant la première. La réforme du brevet ne changera rien au problème qui reste de donner les moyens d'un enseignement de qualité pour tous les enfants.

De la même manière, la ministre prévoit d'ajouter une nouvelle épreuve de mathématiques. La réforme

Blanquer avait supprimé cette matière pour tous les élèves de première qui n'avaient pas choisi cette spécialité.

À l'époque, les enseignants dénonçaient cette décision qui avait pour le ministère l'immense avantage de supprimer des postes en mathématiques. La ministre remet une épreuve sans pour autant recruter les enseignants nécessaires. En fait de pédagogie, elle multiplie les sauts d'obstacles.

Aline Urbain

Second choc des savoirs



Liban-Gaza : pas de trêve pour le massacre

Le Premier ministre israélien Netanyahu a annoncé, mardi 26 novembre, que son cabinet de sécurité acceptait un cessez-le-feu au Liban.

L'accord négocié sous l'égide des États-Unis prévoyait une trêve de soixante jours durant laquelle le Hezbollah et l'armée israélienne se retireraient pour laisser place à l'armée libanaise. Un comité international de surveillance composé de cinq pays, dont la France, et présidé par les États-Unis, serait mis en place pour garantir le cessez-le-feu.

Pour parvenir à cet accord, les responsables américains ont assuré le gouvernement israélien que le droit de bombarder le Liban lui sera reconnu s'il l'estime nécessaire. En réalité, l'État israélien n'a jamais eu besoin d'une quelconque autorisation pour s'arroger ce droit,

voire celui d'occuper le sud du Liban ; comme il l'a fait pendant près de vingt ans, entre 1982 et 2000.

Aujourd'hui les dirigeants israéliens n'envisagent manifestement pas une nouvelle occupation. Alors que la guerre dure déjà depuis plus de deux mois, leurs troupes font face à une forte résistance des milices du Hezbollah. L'état-major israélien ne peut se vanter d'avoir atteint son objectif, qui était de mettre fin aux tirs de missiles qui ont entraîné le déplacement de 60 000 Israéliens vivant à la frontière libanaise. Dimanche 24 novembre, le Hezbollah a encore tiré environ 250 roquettes et autres projectiles sur Israël, blessant sept personnes.



Le 26 novembre, incendie à Beyrouth après un bombardement israélien.

Avant d'accepter ce cessez-le-feu, l'armée israélienne a intensifié ses bombardements sur de nombreuses régions du Liban et à Beyrouth faisant des dizaines de morts chaque jour. Prétendant viser un dirigeant ou un centre de commandement du Hezbollah,

les bombes israéliennes détruisent des immeubles entiers. Elles ont déjà fait plus de 2 000 morts et entraîné le déplacement de plus du quart des 5,3 millions de Libanais.

Par contre, le gouvernement israélien n'envisage pas l'arrêt de la guerre à Gaza. Les bombardements se poursuivent jour et nuit sur l'ensemble de l'enclave palestinienne, portant le nombre des victimes à plus de 44 000. Depuis le 6 octobre, la ville de Jabaliya et ses environs sont soumis à un siège, privant les 65 000 Palestiniens qui s'y trouvent d'accès à l'aide alimentaire et à l'eau potable.

Marc Rémy

La sale guerre et ceux qui disent non

L'armée israélienne est confrontée à des défections de plus en plus nombreuses parmi les 300 000 réservistes mobilisés contre les Palestiniens à Gaza et en Cisjordanie, et maintenant au Liban.

Avant le début de la guerre à outrance lancée par Netanyahu suite à l'attaque du 7 octobre 2023, les Israéliens de moins de 40 ans effectuaient en moyenne 25 jours de réserve étalés sur trois années. Depuis un an, ces périodes sont passées à 135 jours pour les soldats et 168 pour les officiers. Les réservistes se plaignent de ne plus voir leurs enfants, de mettre leur emploi ou leur petite entreprise en danger, d'avoir dû interrompre leurs études.

Et surtout, ces périodes de réserve ont lieu dans le cadre

d'une sale guerre d'occupation livrée à tout un peuple. Depuis un an, 800 soldats israéliens ont été tués, 5 400 blessés, 12 000 sont suivis pour stress post-traumatique. Les témoignages de réservistes, de soldats ou de conducteurs d'engins du génie sont de plus en plus nombreux : ils restent marqués après avoir écrasé des Palestiniens, morts ou vivants, sous leurs engins ou avoir participé, sous une forme ou une autre, à des exactions.

À ces horreurs de la guerre s'ajoute l'injustice

ressentie par beaucoup de réservistes devant l'exemption de service militaire de 63 000 jeunes Israéliens ultra-orthodoxes, sous prétexte qu'ils se consacrent à leurs études religieuses. Netanyahu, ayant trop besoin des voix des députés des partis intégristes juifs ultra-orthodoxes, refuse de mettre un terme à cette disposition et se prépare à allonger la durée du service militaire.

L'État israélien a transformé sa population en gardiens de prison, et aujourd'hui en bourreaux d'un peuple. Celle-ci n'aura pas de paix sans rompre avec le colonialisme infâme du gouvernement Netanyahu.

Xavier Lachau

CPI : Netanyahu pas près d'être jugé

Le 21 novembre, la Cour pénale internationale a lancé un mandat d'arrêt contre Benjamin Netanyahu et son ancien ministre de la guerre Yoav Gallant. Aussitôt, les réactions se sont multipliées.

Fidèles à leur soutien inconditionnel à l'État israélien, les États-Unis ont qualifié la décision de la CPI de « honteuse », tandis que la France a « pris acte », tout en affirmant que les contacts avec Netanyahu ne pouvaient pas être rompus. En Israël même, les dirigeants politiques de tout bord, y compris ceux de l'opposition, se sont rangés derrière le Premier ministre, pour affirmer que le mandat d'arrêt remettait en cause « le droit naturel des démocraties à se défendre contre le terrorisme meurtrier ». Les ONG, elles, saluent au contraire une avancée importante dans la reconnaissance des atrocités commises à Gaza.

Mais la CPI est par nature bien impuissante, car elle n'a aucun moyen de faire appliquer ses décisions et ne peut

Depuis plus d'un an, l'armée israélienne peut se livrer à une véritable guerre d'extermination à Gaza. C'est le programme revendiqué de l'extrême droite, dont l'un des représentants au gouvernement, le ministre des Finances Bezalel Smotrich, a déclaré lundi 25 novembre devant un organisme représentant les colons de Cisjordanie : « On peut créer une situation dans laquelle, d'ici à deux ans, la population de Gaza sera réduite de moitié ».

Fort du soutien indéfectible des dirigeants des puissances impérialistes, en premier lieu les États-Unis, le gouvernement israélien a les mains libres pour poursuivre le massacre. Sa politique criminelle condamne du même coup la population israélienne à vivre dans un état de guerre permanent. Une partie des Israéliens en ont conscience et refusent cette perspective. Le 23 novembre, comme tous les samedis depuis des semaines, des milliers de personnes ont manifesté à Tel Aviv, exprimant leur opposition à Netanyahu, à son gouvernement et à sa guerre.

Marc Rémy



En mars 2024, lors d'une manifestation anti-Netanyahu, des réservistes protestent dans le quartier ultra-orthodoxe de Mea Sharim au nom de l'égalité devant le service militaire.

compter que sur la bonne volonté des États qui la reconnaissent. Ce n'est pas le cas des États-Unis et Netanyahu pourra continuer à se déplacer chez son puissant allié et fournisseur d'armes sans être inquiété.

Ce mandat d'arrêt suscite un certain embarras parmi les chancelleries. Le ministre des Affaires étrangères français se trouve obligé d'affirmer qu'il respectera la loi internationale tout en entretenant le flou sur une arrestation de Netanyahu s'il foulaient le territoire français... Difficile de jouer au défenseur des droits de l'homme tout en ménageant un gouvernement qui massacre tout un peuple. Mais depuis longtemps le gouvernement français n'en est pas à une contorsion près.

Camille Paglieri

Russie-Ukraine-OTAN : à la recherche de chair à canon

À plusieurs reprises, des missiles longue portée ont frappé la Russie sur ses arrières, depuis que Washington et Londres ont autorisé Kiev à le faire. Moscou a répliqué avec un missile, lui intercontinental, qui a dévasté le centre de Dnipro, une grande ville ukrainienne.

Paris vient à son tour d'accepter que Kiev tire des missiles longue portée « made in France ». La plupart des commentateurs, dont des généraux, estiment que cela ne changera guère le rapport de force sur place. Mais le feu vert donné à l'utilisation de telles armes, avec la réponse russe qu'il ne pouvait pas ne pas susciter, se traduit déjà par de nouvelles saignées dans les populations civiles, par la poursuite de la destruction de logements, d'infrastructures, etc. Cette escalade dans l'horreur a tout pour susciter le rejet des forces et du système qui en sont la cause. Sauf, bien sûr, parmi le personnel politique et les membres des classes possédantes, en particulier les fabricants d'engins de mort. Rappelons que la France est le deuxième exportateur d'armes mondial, auxquels cette boucherie sert de vitrine commerciale XXL auprès des clients de toute la planète.

Et puis, cela a l'avantage de placer l'impérialisme, notamment français, en bonne position parmi ceux qui pourraient décider de la suite de cette guerre, quelle qu'elle soit.

Un tournant vers des négociations ?

Ainsi, Macron et le Premier ministre britannique

Keir Starmer « n'excluent pas », selon *Le Monde*, de « prendre la tête d'une coalition européenne » qui enverrait des troupes en Ukraine, dans l'hypothèse où Trump restreindrait son soutien à Kiev. Qu'ils en aient vraiment l'intention, et surtout les moyens, cela reste à voir. En outre, les maîtres du jeu, côté occidental, restent les États-Unis. Mais justement, le changement de locataire de la Maison-Blanche pourrait offrir de nouvelles opportunités aux comparses européens de l'impérialisme américain.

Évoquant un possible règlement de ce conflit, le futur conseiller à la sécurité nationale de Trump, le « faucon » Mike Waltz, vient de déclarer sur Fox News : « Il faut décider qui siègera à la table des négociations ». Les pays européens en seront « une des clés » et « ce poids, tous nos alliés et partenaires devront le porter. »

Waltz, qui a déjà occupé des postes de haut niveau au Pentagone et à la Commission des forces armées, avait d'abord appelé à envoyer plus d'armes à Kiev. Puis, dit-il, il a réévalué ces objectifs : la Russie n'a plus sa priorité, c'est la Chine qu'il a en ligne de mire. Ainsi, parlant de l'Ukraine en octobre, il affirmait : « Est-il de l'intérêt

de l'Amérique de déployer du temps, de l'argent, des ressources, dont nous avons cruellement besoin actuellement dans le Pacifique ? »

Seuls des naïfs peuvent croire qu'il s'agirait de « faire la paix en Ukraine » après avoir créé une situation rendant la guerre inévitable. La politique de l'impérialisme américain depuis trente ans a mis la Russie en situation de ne plus pouvoir reculer. Pour lui, il s'agirait de changer son fusil d'épaule, de se décharger d'un conflit devenu sinon inutile à ses yeux, en tout cas l'empêchant d'en préparer un autre, capital pour ses intérêts.

À quel niveau, et pour quoi faire, les impérialismes de second rang que sont les pays européens, contraints autant qu'alliés des États-Unis, seraient-ils associés à cette nouvelle donne, l'avenir le dira. Et pas « en un jour » comme fanfaronne Trump, ni en quelques mois. Car, même si les peuples ukrainien et russe ont plus qu'assez de ce massacre, ceux qui les y envoient ne l'entendent pas de cette oreille. Les uns et les autres ont de mille et une façons lié leur sort à celui des armes, à une guerre qu'ils ont justifiée au nom du patriotisme, alors qu'elle était dans l'intérêt des nantis de chaque pays. Que ce soit le régime de Zelensky ou celui de Poutine, chacun a de bonnes raisons de craindre devoir rendre des comptes pour son rôle dans cette guerre fratricide insensée.



En juillet 2024, entraînement de jeunes recrues.

Militarisme et répression

Pour l'heure, tout en cherchant à avoir le plus d'atouts en main pour arriver à la table des négociations, les dirigeants de Kiev comme ceux de Moscou font la chasse à la chair à canon.

En Ukraine, on parle de plus de 170 000 déserteurs. Les frontières par où les hommes pourraient s'enfuir se couvrent chaque jour davantage de barbelés. Les rafles de mobilisables récalcitrants se font de plus en plus violentes et expéditives. En Russie, le régime tente d'appâter les volontaires avec des soldes et primes d'engagement qui peuvent atteindre des années de salaire pour des travailleurs des régions déshéritées, à quoi s'ajoutent de gros « avantages » pour les proches si le soldat est blessé ou tué. Mais même cela ne suffit pas. Poutine vient donc de signer une loi qui annule les dettes jusqu'à 92 000 euros pour les engagés ! Autant dire que cela vise les plus pauvres, qui ne peuvent pas survivre sans s'endetter, et qui risquent de mourir pour effacer cette dette. Et il y a les soldats nord-coréens envoyés sans qu'ils l'aient choisi, ou ces Sri-Lankais croyant échapper à la misère avec un contrat de chauffeur en Russie... sur la ligne de front, où ils trouvent la mort en nombre, avec d'autres damnés du tiers-monde dans le même cas.

Poutine voudrait faire croire à sa population, dans sa majorité en tout cas, que le régime lui épargne la guerre. Mais ce n'est pas vrai. Le Kremlin le sait bien qui, pour faire des économies sur tout ce qui n'est pas lié à la guerre, ampute de 30 % le salaire des personnels de santé

à Irkoutsk et Volgograd – les soignants, il s'en moque, il lui faut des guerriers. Et ceux qui ne filent pas droit, il tape toujours plus fort sur eux. Alors, comme il le fait avec d'autres dans le même cas, le régime vient d'envoyer en prison préventive et d'accuser de liens avec les services secrets ukrainiens un syndicaliste d'AZ Oural. Évidemment, puisqu'il appelait... à un débrayage pour l'intégration d'une prime au salaire !

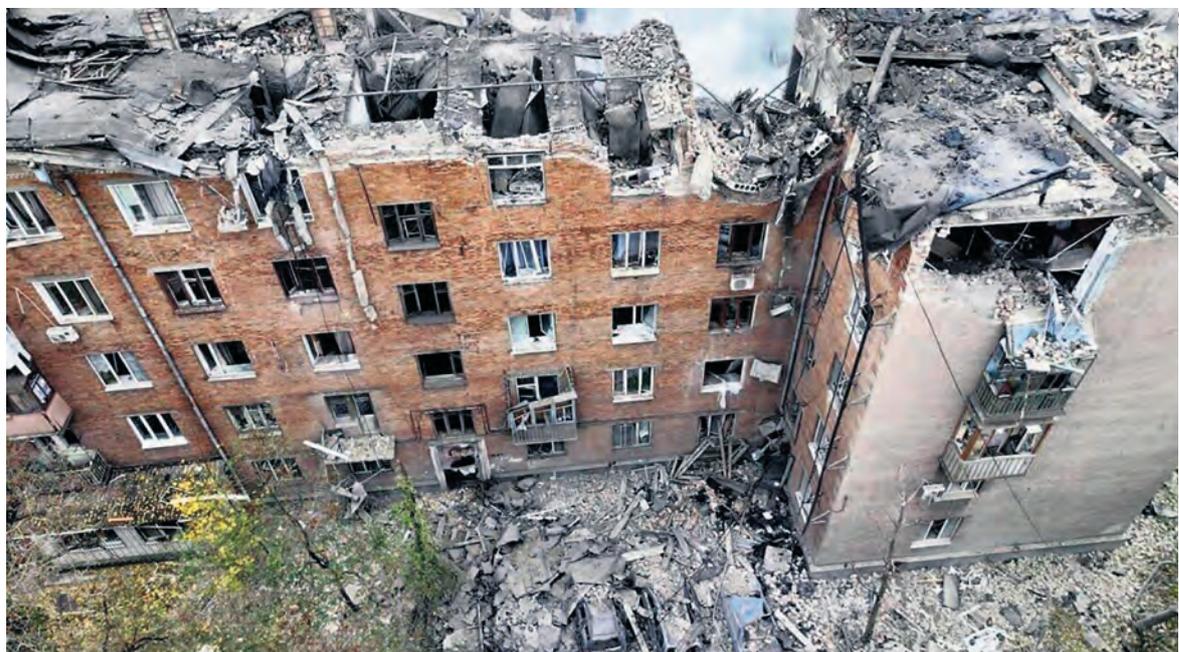


Anatoly Bannykh, le syndicaliste d'AZ Oural, quelques jours avant le débrayage.

Dans un communiqué, la direction de l'usine s'en prend à qui « tente de perturber le cours de la production des commandes d'État pour la Défense » et en appelle aux mânes de Joukov, un maréchal stalinien, qui disait : « Tenir l'arrière, c'est tenir la moitié de la victoire ».

C'est bien ce que craignent Poutine, Zelensky et leur engeance : que la classe ouvrière, l'arrière, veuille un jour emporter la victoire sur ces parasites et ceux dont ils servent les intérêts.

Pierre Laffitte



Après une attaque russe à Kryvyi Rih en Ukraine le 11 novembre.

Allemagne : crise politique et élections anticipées

Mercredi 6 novembre, le gouvernement allemand a éclaté, après trois ans de disputes entre les partis qui se partagent le pouvoir : SPD (sociaux-démocrates), Verts et libéraux (FDP). Les annonces de licenciements et fermetures d'usine dans l'industrie lui ont donné le coup de grâce.

La montée de la crise économique a fait que ces partis ont déçu leurs électeurs plus vite que d'habitude. En 2021, le FDP avait promis à son électorat de réduire les dépenses publiques, surtout sociales, pour baisser les impôts des riches. Au lieu de quoi, l'endettement public a fortement augmenté depuis qu'il participe au gouvernement. Les Verts disaient faire avancer leur prétendue « politique pour le climat » : ils ont été les plus va-t-en-guerre, ont acheté du gaz dans le monde entier et cessé de promouvoir les voitures électriques. Scholz (SPD) avait été élu chancelier « social » et a dépensé des centaines de milliards pour l'armement et les cadeaux aux multinationales, alors que dans le pays des ponts s'effondrent et des hôpitaux ferment.

Une conséquence en est la montée de l'AfD (extrême droite), visible lors des trois élections régionales de septembre. Depuis, tous les partis se trouvent d'accord sur un point : accuser les migrants d'être responsables des problèmes que traverse le pays, et durcir les conditions d'immigration. Le chancelier Scholz fait passer l'une après l'autre des mesures rendant leur vie plus dure : diminution des aides, rétablissement des contrôles aux frontières, hausse des expulsions vers le pays d'origine. Les partis se livrent sur ce thème à une surenchère sans fin, qui dégrade continuellement le climat politique.

L'étincelle qui a définitivement fait exploser la coalition a été la crise de l'industrie automobile. Les annonces violentes de Volkswagen (VW) décidant de dénoncer les conventions



Essen, en mai dernier, manifestation de salariés inquiets de l'entrée au capital du milliardaire Kretinsky.

collectives et de fermer jusqu'à trois usines en Allemagne ont créé une onde de choc. Aucun des trois géants de l'automobile, VW, Daimler et BMW, n'avait jamais fermé d'usine en Allemagne et nombre de leurs salariés pouvaient penser que cela n'arriverait qu'aux autres. Daimler et BMW ainsi que les sous-traitants Schaeffler, ZF et Bosch ont tous annoncé eux aussi des « baisses drastiques » et « coupes sévères ».

Les menaces et déclarations de guerre aux salariés servent aussi à extorquer de nouveaux cadeaux au gouvernement. Ainsi les patrons, en collaboration avec les syndicats, ont dicté à Scholz le détail de ce qu'ils attendent. Le SPD a accepté, quitte à augmenter davantage la dette publique.

Le FDP, dont les scores électoraux se sont effondrés,

n'atteignant plus qu'autour de 1 % lors des trois élections régionales de septembre et se trouvant éjecté des Parlements, s'est opposé à ces plans. Son dirigeant, Lindner, a vitupéré toujours plus fort le gouvernement auquel il appartenait. Sa proposition est que les groupes automobiles puissent produire sans limite dans le domaine des émissions de CO₂ ; il veut baisser les retraites et le revenu de citoyenneté, l'équivalent du RSA, pour réduire les impôts des catégories aisées et des entreprises.

Finalement, FDP et SPD, plutôt que de faire fuir encore plus leurs électeurs respectifs, ont préféré provoquer de nouvelles élections, qui auront lieu en février 2025. Le SPD, les Verts aussi, espèrent obtenir suffisamment de voix pour continuer à gouverner... y compris

avec les conservateurs de la CDU. Le dirigeant de celle-ci, Friedrich Merz, un ancien de BlackRock, se réjouit de la perspective d'atteindre la mangeoire plus tôt que prévu. Mais la crise économique ne s'arrêtera évidemment pas là.

À tout cela s'est ajouté, le 25 novembre, l'annonce de la suppression à venir de 11 000 postes par le géant de l'acier, ThyssenKrupp.

On peut prévoir que le cirque politique se poursuivra avec la prochaine coalition, quelle qu'elle soit, écoeurant sans doute un peu plus la population, au profit de l'extrême droite. Ce n'est certes pas de ce côté que les travailleurs, surtout inquiets des menaces que font peser sur eux les géants de l'industrie, trouveront des perspectives.

Alice Morgen

Haïti : l'arrogance de Macron

Jeudi 21 novembre, lors du G20 à Rio de Janeiro, Macron a été interpellé par un Haïtien qui accusait la France d'être responsable du chaos dans lequel son pays est plongé. Sa réplique a été insultante envers tout un peuple.

« Là franchement, c'est les Haïtiens qui ont tué Haïti, en laissant le narcotrafic prospérer (...) Ils sont complètement cons. Ils n'auraient jamais dû sortir le Premier ministre. Il était formidable. », s'est exclamé Macron. L'insulte pourrait lui être retournée, quand on sait l'issue de son coup de génie : la dissolution de l'Assemblée nationale en juin. Surtout, Macron suinte de mépris social et d'arrogance coloniale alors que les classes populaires d'Haïti crèvent de faim, sont livrées aux balles des gangs, condamnées à vivre en réfugiées dans leur propre pays, alors que les clans dans ce qui sert de gouvernement se déchirent

avec la seule préoccupation de s'enrichir.

Macron s'est apitoyé sur le sort de Gary Conille, limogé le 10 novembre après avoir occupé le poste de Premier ministre depuis le 29 mai. Sa nomination n'avait bien sûr en rien soulagé la population. Il n'avait rien d'un homme neuf puisque, depuis 2011, il avait à plusieurs reprises été ministre et partagé avec toutes les cliques politiques d'Haïti la responsabilité de l'enfer vécu par la population.

Cet enfer, ce sont les puissances impérialistes qui en sont les premières responsables, les États-Unis aujourd'hui bien sûr. Mais la France reste aussi au

premier rang des coupables, car Haïti, du temps où elle s'appelait Saint-Domingue, a été une colonie française, la plus rentable par l'exploitation des esclaves. Ceux-ci ont imposé leur émancipation les armes à la main en 1791 et sont parvenus à la conserver face aux troupes napoléoniennes débarquées en 1802 pour tenter de rétablir l'esclavage. Les puissances coloniales ne pardonneront jamais à Haïti d'être devenue le symbole de la victoire des esclaves sur leurs maîtres. Dès qu'elle le put, à titre de l'indemnisation des anciens maîtres ou plutôt de rançon, l'ancienne puissance coloniale imposa à Haïti un fardeau financier. Cela contribua, de 1825 jusqu'en 1952, à étrangler un pays rendu exsangue par l'appauvrissement des sols, en raison de la production de canne à sucre pour l'Europe.



Combat entre les révolutionnaires haïtiens et l'armée française. Gravure de 1839.

Le rôle de la France à Haïti est évident quand on songe que l'ancien dictateur Jean-Claude Duvalier, chassé du pouvoir en 1986 par la population de Port-au-Prince, y vécut en exil jusqu'en 2011, ayant emporté avec lui une fortune supérieure à la dette extérieure du pays. Revenu à Haïti en 2011 – alors que le « formidable » Gary Conille était ministre de la Justice puis Premier ministre –, Duvalier put y couler des jours heureux jusqu'à sa mort en 2014.

Haïti compte aujourd'hui parmi les pays les plus pauvres d'Amérique latine et des Caraïbes, et a vu prospérer les gangs et l'appétit insatiable des politiciens à la Gary Conille. La raison unique en est que le capitalisme pourrissant enfonce toujours plus un pays auquel il n'a jamais pardonné d'avoir montré l'exemple d'une révolte victorieuse. Macron est complice du maintien de cette pourriture que seule une révolution sociale, aux Caraïbes et au-delà, pourra balayer.

Boris Savin

CGI - Le Haillan : **une direction aux préjugés crasseux**

Dimanche 17 novembre, des gens du voyage, chassés de l'endroit qu'ils occupaient précédemment, ont installé une quinzaine de caravanes au fond du parking de CGI, au Haillan près de Bordeaux, pour avoir accès à des choses aussi vitales pour eux et leurs enfants que l'électricité et un point d'eau.

CGI est une multinationale assurant des prestations informatiques pour le compte de grands groupes, et emploie un millier de personnes sur ce site.

Dès le lendemain de cette installation, ses dirigeants

ont sonné le branle-bas de combat et adressé à tous les salariés une communication aux relents racistes, reprenant les préjugés crasseux les plus courants. Par exemple, ils recommandaient aux travailleurs de

se garer le plus loin possible, de ne rien laisser de visible dans les voitures, d'attacher solidement les vélos et d'éviter tout contact avec les gens du voyage.

Ce mail a provoqué de nombreuses discussions parmi les salariés dont une grande part a été choquée, à juste titre, par la réaction de la direction. Mais celle-ci a aussi généré des réflexions racistes. Loin de calmer le jeu, un deuxième mail de la direction, le même jour,

allait encore plus loin en annonçant l'arrivée d'un maître-chien et proposant aux salariés d'être accompagnés d'agents de sécurité pour quitter le site.

L'un des arguments portait sur le caractère privé du parking et l'utilisation de l'eau et de l'électricité, avec l'idée que ce n'était pas à CGI de payer. Mais CGI a touché des millions d'aides de l'État, autant d'argent qui aurait été

mieux utilisé pour aménager des terrains d'accueil pour les gens du voyage, comme il en manque partout dans le pays. La politique de l'État et du patronat encourage les préjugés racistes et une entreprise comme CGI n'a pas laissé passer l'occasion d'y contribuer. Heureusement, les travailleurs de l'entreprise, eux, ont très majoritairement montré qu'ils rejetaient ce discours.

Correspondant LO

Bus FSO - Cergy, Conflans, Achères : **la grève continue**



Piquet grève FSO au dépôt de Saint-Ouen-l'Aumône, le 26 novembre.

Malgré les provocations et les menaces d'expulsion, la grève des dépôts de bus de Saint-Ouen-l'Aumône et de Conflans-Sainte-Honorine de Francilité Seine-et-Oise (FSO), 400 chauffeurs au total, en était à son 21^e jour le 27 novembre.

Irritée par la ténacité des grévistes, la direction a monté une véritable provocation vendredi 22. À l'issue d'une réunion avec le médiateur et le syndicat FO, qui dirige la grève, réunion vide de tout contenu de sa part, le directeur s'était tout de même engagé à venir assumer sa position devant les grévistes au piquet. Mais, sorti du dépôt en voiture, il a fait signe qu'il ne s'arrêterait pas, bien sûr sous les huées.

Deux œufs frais ayant atterri sur le pare-brise, la direction a parlé d'une agression, inventé des « individus encagoulés », de l'« essence en feu » et des « menaces physiques ». Le directeur a porté plainte et s'est fait prescrire 21 jours d'arrêt de travail, quand les chauffeurs ont du mal en obtenir trois ou quatre après une agression. Valérie Péresse, présidente d'Île-de-France

Mobilité (IDFM) en même temps que de la région, le préfet, et même le ministre des Transports, interpellé à l'Assemblée par un député LFI, ont repris cette version. Lundi 25, dans une déclaration au Parisien, le préfet menaçait même de faire évacuer les piquets par la force.

Péresse, IDFM, les cars Lacroix-Savac et le fonds d'investissement luxembourgeois Cube, dont FSO est une filiale, sont de connivence. FSO a emporté en janvier 2024 le nouveau marché pour 37 millions d'euros par an pour les deux dépôts, contre 60 millions pour le seul dépôt de Saint-Ouen-l'Aumône auparavant.

Tout le reste en découle. Péresse se vante de faire des économies, puis aide FSO à maintenir les profits en économisant sur le matériel et les conducteurs. La direction joue donc la montre

pour que les accords maison des anciens dépôts tombent en mars, sans accord de substitution. Les services arrière du dépôt ont fondu ou disparu, comme le service qualité qui entretenait sièges, accoudoirs, etc. Le nettoyage des bus est supprimé le week-end, ramené à huit heures en journée en semaine, la maintenance part à vau-l'eau...

Un chauffeur montre dans une vidéo un pneu avec d'énormes crevasses, un autre parle d'une porte qui s'est ouverte d'elle-même en route alors qu'il y avait 100 passagers à bord. Tous dénoncent l'accélération des rotations qui tue temps de repos et de battement, les temps de parcours non révisés depuis des années malgré les ronds-points qui ont fleuri et les zones 30 partout en ville.

Les chauffeurs luttent pour eux-mêmes, mais aussi pour les usagers. Un rassemblement de soutien était prévu le 28 novembre à 16 h 30 devant le dépôt de Saint-Ouen-l'Aumône.

Correspondant LO

Nos lecteurs écrivent **Chantiers du Grand-Paris : prouesses techniques et sécurité de bas étage**



Je travaille sur le chantier du Grand Paris Express, à la Gare Villejuif-Gustave-Roussy. Si l'on en croit la com' du Grand-Paris, installée depuis 2017, « le chantier vit au rythme des prouesses techniques ». Dans les faits, c'est moins grandiose.

On manque de matériel, et on est obligés de quémander des disques à tronçonner à d'autres entreprises ou de ramasser les colliers de serrage qui traînent par terre. La direction mégote sur tout, des consommables jusqu'à l'essuie-main. Comme sur de nombreux chantiers, on manque surtout de bras. Pendant des mois, les entreprises ont mis le minimum de gars sur le chantier, et maintenant que la livraison approche, c'est la course à l'échalote : on court dans tous les sens et on nous met la pression pour faire des heures supplémentaires et travailler le samedi. Par conséquent, c'est le bazar intégral, avec les risques d'accident que ça induit.

Pour se dédouaner, la direction a organisé une

demi-journée de sécurité. Mais le lendemain, c'était le retour à l'anormal, et des règles élémentaires n'étaient pas plus respectées qu'avant. Par exemple, le chantier s'étend sur dix niveaux, mais il n'y a pas assez de monte-charge pour que tous les corps de métiers puissent déplacer leur matériel : résultat, ils sont bloqués quasiment en permanence, et c'est le dos qui prend pour charrier le matériel. L'aspirateur de la tronçonneuse à béton est endommagé, et quand on s'en sert, la moitié de la poussière finit dans l'atmosphère, déjà pas très ragoûtante. En effet, plus on descend, plus la ventilation est déficiente, à tel point qu'un collègue a déjà fait un malaise. Selon l'endroit où on se trouve, il fait très chaud ou très froid, humide partout... La recette idéale pour attraper une bonne crève ! Sans compter que la poussière de béton, qui se balade partout, peut provoquer la silicose.

Un lecteur de LO



Le chantier de la gare de Villejuif Gustave-Roussy.

Stellantis – Poissy : des débrayages qui font du bien

Mercredi 20 novembre, dans le secteur des Packs batterie de Stellantis Poissy, où sont assemblées les batteries des voitures électriques, le contremaître a prévenu que la production serait concentrée sur trois jours.

Ainsi la direction voudrait envoyer de force ces ouvriers sur la chaîne au Montage les deux derniers jours de la semaine pour palier le manque d'effectif qu'elle a elle-même créé. Après avoir eu de vives discussions avec le chef, quasiment tous les 18 ouvriers se sont mis en grève toute la

journée. Un représentant de la direction est bien venu essayer de les amadouer. Peine perdue, les travailleurs lui ont dit franchement ce qu'ils avaient sur le cœur. Le vendredi, la grande majorité des travailleurs des Packs ont tenu à protester encore une fois collectivement en posant un jour de congé pour

ne pas aller à la journée de formation au poste du Montage imposée par la direction, en attendant la suite.

Jeudi 21, suite aux chutes de neige qui s'amplifiaient, la direction a fini par libérer les ouvriers de fabrication à 18 h 30 au lieu de 20 h 25, à l'exception de ceux de l'Emboutissage. Elle voulait faire travailler ceux-là qui finissent à 22 h, jusqu'à... 21 h, en refusant de plus, de payer l'heure en moins. Une dizaine d'ouvriers ont alors décidé de quitter l'usine en

se déclarant en grève. « Pas payé pour pas payé, mieux vaut partir comme les copains du reste de l'usine à 18 h 30 » ont-ils balancé au chef. Décision salubre vu l'état des routes.

Vendredi 22, la direction annonçait aux ouvriers de fabrication que l'heure non faite la veille ne serait finalement pas payée. 35 ouvriers du Montage se retrouvaient rapidement et décidaient de débrayer plusieurs heures en signe de protestation tout en disant ses quatre vérités

au contremaître venu transmettre la mesquinerie de la direction.

Trois débrayages en une semaine, ça ne s'était pas vu depuis longtemps. Dans un contexte où la direction a décidé de fermer l'usine à court terme, cela montre qu'un certain nombre de travailleurs ne sont pas prêts à se laisser faire sans réagir. Même s'ils n'étaient pas très nombreux, le signe est encourageant pour les batailles futures.

Correspondant LO

Renault-ingénierie – Région parisienne : non aux attaques!

Mardi 26 novembre, des travailleurs du Technocentre à Guyancourt et du Centre technique de Lardy se sont rassemblés sur chaque site pendant une heure de grève, pour dire non aux attaques de la direction du groupe Renault.

Ces travailleurs étaient près de 400 (250 au Technocentre, 150 à Lardy) et 50 en visioconférence. Un premier rassemblement avait déjà eu lieu jeudi 21 novembre avec près de 250 participants sur les deux sites. Beaucoup faisaient grève pour la première fois.

Depuis des semaines, le mécontentement monte

parmi les techniciens, les ingénieurs et les cadres de ces deux sites. La direction de Renault a en effet déroulé son plan d'attaques pour les trois prochaines années.

Les principaux griefs portent sur la suppression d'une partie des congés d'ancienneté et des RTT pour les cadres et les ingénieurs, ainsi que la suppression de

36 jours de congés de préparation à la retraite, et sur la diminution des jours de télétravail pour tous. La direction envisage également de les faire travailler les samedis et les jours fériés comme elle le fait déjà dans les usines du groupe. L'accumulation de ces attaques a généré un fort mécontentement.

Personne ne veut travailler plus pour le même salaire et voir ses conditions de vie se dégrader ! Depuis plusieurs semaines, l'ambiance a un peu changé, les travailleurs n'ont pas l'intention de

se laisser faire.

Tous étaient heureux d'avoir participé à ces rassemblements, et à la question de se retrouver lors d'un

prochain rassemblement, sur les deux sites, ils ont unanimement répondu à un vote à main levée « Oui! ».

Correspondant LO

Clinique Francheville – Périgueux : la grève continue

Depuis le 12 novembre, les salariés de cette clinique du groupe GBNA sont en grève pour une augmentation de salaire. Une cinquantaine d'aides-soignantes, infirmières, brancardiers, techniciens et administratifs se relaient chaque jour sur le piquet devant la clinique.

Dans cette clinique, cela fait des années que les salaires n'ont pas augmenté. Sans les primes, ils sont bien souvent inférieurs au smic et les grévistes réclament de véritables hausses de salaires pérennes, une refonte des grilles salariales et un minimum de cent euros net d'augmentation pour tous.

La majorité des 400 travailleurs ont participé à un moment ou un autre au mouvement. Certains sont en grève illimitée quand d'autres débrayent ou s'organisent par service pour faire grève à tour de rôle. Ils sont une cinquantaine à se retrouver chaque jour devant la clinique, de 8 h à 16 h, malgré la pluie, le froid

ou les réquisitions.

Jeudi 21 novembre, une quarantaine de cheminots en grève sont venus depuis la gare en manifestation pour les saluer, l'un d'entre eux déclarant : « Nous aussi la direction de la SNCF ne nous propose rien du tout, votre combat, c'est aussi le nôtre ».

Depuis le début de la grève, le directeur du site comme le groupe GBNA prétendent qu'ils n'ont pas les moyens d'augmenter les salaires, ne proposant pour le moment qu'une prime d'une soixantaine d'euros. Pour un groupe qui n'a de cesse de s'agrandir en rachetant des cliniques, il y a de quoi rester sceptique sur ses prétendues difficultés.

Rien que pour le rachat du groupe Francheville, GBNA a payé 75 millions d'euros à l'été 2023.

La direction cherche à manœuvrer par tous les moyens pour faire reprendre le travail. Elle a annoncé que si le mouvement se poursuivait, elle reviendrait sur la prime proposée. Dans les services ou par téléphone, les cadres sont allés jusqu'à sonder les salariés pour savoir s'ils souhaitaient l'arrêt du mouvement... en échange de cette prime. La ficelle était tellement grosse que cela a convaincu de nouveaux soignants de se mettre en grève.

Alors que le mouvement entre dans sa troisième semaine et que la direction joue sur l'épuisement, les grévistes sont bien décidés à poursuivre leur mouvement.

Correspondant LO



Agglomération du Havre : le réseau de chaleur verdit les bénéfiques privés

À Gonfreville-L'Orcher, dans l'agglomération du Havre, une centrale de recyclage énergétique du groupe Suez vient d'être inaugurée. Elle brûlera notamment du bois et des déchets des usines proches.

Avec la raffinerie Total située à proximité, ces deux entreprises vont fournir le chauffage de 40 % des logements du Havre, ainsi que celui des usines Chevron, Saffran et Yara dans la zone industrielle.

Or, s'il n'y a aucun engagement sur la baisse des factures de chauffage des habitants, il y en a déjà, sonnante et rébuchante, pour réduire celle de Suez. Les 83 millions

d'euros d'investissements proviennent pour un quart de budgets publics : 20 millions de l'État et 1,5 million de la Région. La co-entreprise RésOcéane, qui pilote le projet, fonctionne notamment avec Dalkia, filiale à 100 % d'EDF. Des compétences, des équipements et du personnel publics sont donc également mobilisés.

L'agglomération Le Havre Seine Métropole et son président Édouard Philippe se vantent d'œuvrer pour la transition écologique mais ils ont d'abord commencé par garantir les profits des capitalistes.

Correspondant LO

Michelin - Cholet : fiers de relever la tête !

Mercredi 20 novembre, sept travailleurs de l'usine Michelin de Cholet, dans le Maine-et-Loire, en lutte contre le plan de licenciements, apprennent par un huissier leur convocation au tribunal d'Angers pour le surlendemain.

Mais ces tentatives d'intimidation n'empêchent pas le combat contre les licenciements de se poursuivre.

Pour un groupe aussi puissant que Michelin, l'opposition qui se manifeste

depuis plus de trois semaines aux portes de l'usine de Cholet pose problème. La semaine du 18 novembre, plus d'une centaine de travailleurs se sont retrouvés en assemblée générale tous

les midis, afin de discuter ensemble des moyens d'arracher à Michelin plus que les miettes qu'il propose. Et tous les jours, ces assemblées ont réélu un comité de lutte d'une douzaine de travailleurs, en charge de coordonner le combat. Au piquet, qu'il pleuve ou qu'il vente, les ouvriers, en grève ou pas, se relayent 24 heures sur 24, et pas un

camion n'est entré ou sorti de l'usine depuis l'annonce de la fermeture.

Si la mobilisation persiste, c'est que la révolte est grande face au cynisme du groupe Michelin, qui s'apprête à jeter des centaines de salariés à la porte alors même que ses actionnaires se gavent de profits. L'existence d'un piquet fourni, sorte de quartier général de la lutte, dérange la direction, qui n'a eu de cesse de faire pression pour la levée du blocage, en vain pour l'instant. Vendredi 22, pour soutenir leurs camarades convoqués au tribunal d'Angers, des dizaines de travailleurs de l'usine ont fait le déplacement. Ce rassemblement, où étaient aussi présents des militants ouvriers angevins, a été une nouvelle occasion pour tous de crier ce qu'ils avaient sur le cœur, et d'affirmer leur fierté d'avoir engagé le combat pour sauver leur peau. En fin d'après-midi, la nouvelle que le juge avait refusé de suivre les arguments du patron et demandait une médiation a été bien accueillie, écartant le scénario d'un dégageant immédiat du piquet par la police.

Depuis, la direction a continué à déplorer la paralysie de la production, ce qui ne manque pas de sel alors qu'elle a programmé la fin de toute activité sur le site dans un an, et pour l'essentiel dans cinq mois. Face à ces pressions, le comité de lutte relaye les exigences de l'assemblée générale : abandon de toute poursuite judiciaire contre « les sept » et engagement écrit à ce qu'ils ne soient pas sanctionnés ; maintien des barnums à l'entrée ; paiement des heures de grève ; retransmission en direct des négociations à venir entre représentants de Michelin et syndicats ; transfert des négociations de Clermont-Ferrand à Nantes, à mi-chemin de Cholet et de Vannes.

Sur quels points la direction cédera-t-elle ? Tous comprennent que c'est une question de rapport de force. Dans ce bras de fer, les travailleurs de Michelin Cholet savent en tout cas pouvoir compter sur l'appui moral de l'opinion ouvrière, choquée par les annonces de fermetures en rafale.

Correspondant LO

Nathalie Arthaud : « Votre lutte est mille fois légitime »

Mardi 26 novembre, Nathalie Arthaud s'est rendue devant l'usine de Cholet, en déclarant notamment :

« Je partage votre colère (...). Je sais que votre lutte a commencé il y a trois semaines, je sais que c'est stressant et épuisant. Mais votre lutte, elle ne fait que commencer. Vous êtes engagés non dans un sprint mais dans un marathon ! Parce qu'il faut du temps pour rassembler ses forces, pour convaincre tout le monde de se battre, pour s'organiser et trouver les bons moyens de faire pression. Il faut du



temps pour aller chercher du soutien du seul côté où vous pourrez le trouver : du côté des travailleurs du groupe et de l'ensemble des travailleurs de ce pays confrontés à la même menace. Les politiciens parlent tous de la nécessité de

réindustrialiser, mais pas un ne parle d'interdire à Michelin de fermer ! Ce que le gouvernement et les députés ne veulent pas faire, eh bien, c'est à nous tous de l'imposer par nos luttes. Alors je vous souhaite du courage et de la force. »

Forvia-Méru : premières réactions contre le plan de licenciements

Mercredi 20 novembre, la direction de Forvia annonçait un plan de 110 suppressions d'emplois au Centre de Recherche et Développement de Méru, dans l'Oise, le « Créa », qui compte actuellement 572 salariés, ingénieurs et techniciens en majorité.

Le mardi suivant, 26 novembre, un premier rassemblement a réuni 200 personnes, un nombre jamais vu depuis trente ans.

En février dernier, le groupe Forvia (25 milliards de chiffre d'affaires, 113 000 salariés, 7^e équipementier automobile

mondial) annonçait son intention de supprimer 10 000 emplois sur 75 000 en Europe, avec pour objectif avoué de porter la rentabilité de 2,5 % à 7 % afin de maintenir les profits des actionnaires, les familles Agnelli (Fiat) et Peugeot en tête. Dans le même temps,

le PDG déclarait qu'il fallait réduire de moitié les frais de recherche et développement du groupe.

En octobre, il portait la première attaque tambour battant sur la petite usine de Bains-sur-Oust, près de Rennes, avec 66 suppressions d'emplois. Dans la foulée immédiate, Forvia s'en prend maintenant au « Créa » de Méru, dont il veut boucler le plan d'ici le mois de février 2025. Nul doute que, dans la tête des dirigeants, ce n'est que le début d'attaques successives, sur la quinzaine de sites du pays, sans parler des autres implantations en Europe. Pour l'instant, l'usine de production de Méru, accolée au Créa et qui compte 300 salariés, n'est pas touchée. Les ouvriers y produisent des planches de bord pour Stellantis - Poissy, et ils savent bien que l'avenir est compromis pour eux aussi.

Que plus de la moitié

Dans le Beauvaisis

Selon l'union locale CGT, quatre entreprises du Beauvaisis, Saverglass, Givenchy, Agco-Gima et Forvia licencient leurs intérimaires et leurs CDD. Un millier de travailleurs se retrouvent sans emploi !

Givenchy fait partie de LVMH, l'entreprise de Bernard Arnaud, l'un des hommes les plus riches du monde. À Saverglass, l'année dernière, la direction annonçait des profits en hausse de 20 %... et la voilà qui, en plus de licencier les CDD, tente d'imposer aux travailleurs en

fixe une baisse de leur salaire de 5 %. À Agco-Gima (Massey Ferguson) les actionnaires se sont partagé plus d'un milliard de dividendes l'année dernière et sont en train de licencier, outre les intérimaires, près de 150 salariés.

Avec toutes ces sommes que les patrons volent aux travailleurs, il y aurait de quoi embaucher les intérimaires, partager le travail entre tous et avoir des augmentations de salaires !

Correspondant LO

du personnel directement concerné et présent ce jour-là ait tenu à participer au rassemblement syndical largement improvisé du 26 novembre mesure l'inquiétude générale, alimentée aussi par toutes les attaques patronales dans le pays, y compris dans des entreprises toutes proches,

comme Auchan, la fonderie E.J., la verrerie Saverglass ou le tractoriste Agco-Gima. Reste à souhaiter que cette inquiétude se transforme en colère, et que dans les jours et les semaines à venir, la volonté d'engager le combat contre les plans patronaux se fasse jour.

Correspondant LO



Dumarey – Strasbourg : douze jours de grève ont fait reculer l'actionnaire

La publication de la liste des 248 travailleurs licenciés, sur les 584 que compte encore cette usine de montage de boîtes de vitesses pour l'équipementier ZF, puis celle des propositions minables d'indemnités par la direction ont provoqué la colère des travailleurs de Dumarey à Strasbourg

Vendredi 8 novembre, ils se sont mis en grève, installant des piquets devant toutes les entrées de l'usine. Mardi 12 novembre, 90 % des ouvriers étaient en grève. L'actionnaire, Dumarey, est passé avec toute son arrogance au volant de son éternelle Porsche en sommant les grévistes de dégager les portes.

À l'assemblée générale du matin, les syndicats CGT et Cfdt ont proposé que soit mise en avant une

indemnité supralégale de 70 000 euros. Ajoutée aux indemnités légales, elle permettrait d'arriver aux 100 000 euros par personne qui étaient dans les têtes. L'intersyndicale qui a dirigé la grève de bout en bout a été élargie en y associant cinq travailleurs.

Les grévistes ont pris des initiatives pour bloquer l'expédition des pièces fabriquées par quelques non-grévistes, et les mettre de côté. Ils ont bénéficié de



la solidarité et du soutien d'autres travailleurs au travers des collectes organisées devant l'usine.

Jeudi 14, un rassemblement de soutien, appelé par l'intersyndicale relayé par l'UD-CGT, a regroupé des syndicalistes et travailleurs d'autres entreprises comme Clestra, des cheminots CGT, un retraité de Stellantis, ainsi que des militants d'organisations politiques.

Vendredi 15 novembre, la direction faisait une contre-proposition avec des indemnités, en fonction de l'ancienneté, allant de 2 500 euros pour ceux qui ont moins de 9 ans d'ancienneté à 25 000 euros pour

ceux de plus de 35 ans. Cela n'a fait qu'exacerber la colère des grévistes pour qui cela ne faisait pas du tout le compte. Tout le week-end, des roulements ont été organisés pour maintenir le blocage de l'usine.

Lundi 18, la grève a continué et, en milieu de matinée, un militant de la CGT a appelé Dumarey, le téléphone branché sur la sono devant l'assemblée des grévistes, pour exiger qu'il vienne à Strasbourg dans la journée. Après la réunion qui a suivi entre Dumarey, la direction du site et les représentants syndicaux, les travailleurs ont accepté les augmentations de la prime supralégale, ainsi qu'une prime de reprise de 1 500 euros qui couvre en partie les jours de grève.

L'indemnité supralégale passe ainsi de 2 500 à 20 650 euros pour ceux qui ont le moins d'ancienneté, et de 25 000 à 50 650 euros pour les plus anciens. Pour la tranche la plus

nombreuse, elle passe de 17 000 à 44 650 euros. Cela reste donc loin de la revendication initiale des 70 000 euros et d'un montant égal pour tous de la prime.

Mardi 19 novembre au matin, les deux syndicats ont appelé à la reprise du travail, sur la base du protocole d'accord qu'ils avaient déjà signé la veille. Elle a été votée, même si 30 % des présents se sont prononcés contre. Des grévistes, les plus déterminés, sont déçus, même s'ils ont bien conscience que c'est la grève qui a imposé ce recul au patron. Ils ont résisté aux pressions, aux chantages au dépôt de bilan, et leur mobilisation a montré qu'on pouvait le faire céder en partie. C'est un encouragement pour tous ceux qui se battent contre la fermeture de leur usine, comme ceux de l'entreprise Novares toute proche, à qui Stellantis vient de retirer ses commandes.

Correspondant LO

Hôpital Lyon-Croix-Rousse : un caillou dans la chaussure de la direction



Lors de l'envahissement du CSE.

Un mois après le début de leur mouvement de grève, et malgré toutes les tentatives de la direction de l'hôpital pour contenir et étouffer leur colère, les aides-soignantes et les infirmières du service de médecine interne de la Croix-Rousse sont toujours mobilisées et déterminées à se faire entendre.

Craignant que les travailleurs de l'hôpital se regroupent pour se lancer dans une lutte plus large, la direction avait annoncé, par l'intermédiaire des syndicats, la tenue de négociations séparées pour chaque service ayant fait grève. Dix jours plus tard, aucun rendez-vous n'avait été donné pour la médecine interne. Il aura fallu que, le 15 novembre, les soignantes envahissent le Comité social d'Établissement (CSE) de l'hôpital, qu'elles

dénoncent l'augmentation de leur charge de travail et revendiquent fermement le personnel supplémentaire dont elles ont besoin, pour que la direction se décide à communiquer une date de réunion de négociation.

Sans surprise, elle n'a pas proposé la moindre embauche. Elle a eu le cynisme de se plaindre qu'il serait difficile pour elle de recruter en période de grève, et a même eu l'arrogance de profiter du rendez-vous pour avancer ses propres projets,

en particulier le passage en horaire de douze heures avec alternance jour-nuit ! Les grévistes, qui s'étaient préparées à cette annonce, lui ont répondu que l'organisation des horaires n'était pas le sujet, et que ce sont bien des bras supplémentaires qui manquent pour faire fonctionner le service. Cela n'avait donc rien d'une négociation, ce qui n'a pas empêché la direction de déclarer à BFM-Lyon, venu interviewer les grévistes, que « les échanges se poursuivent dans un climat de dialogue et de collaboration permanents ».

Les aides-soignantes et les infirmières de médecine interne ne vont pas laisser la direction avoir le dernier mot. Puisque la direction locale avoue elle-même ne pas être en position de décider des embauches, elles continuent de s'adresser à tous les travailleurs du reste de l'hôpital avant d'aller taper à la porte de la direction générale des Hospices civils de Lyon.

Correspondant LO

Reims Aerospace : une mort préméditée

Après des plans de licenciements successifs, la liquidation de Reims Aerospace a été prononcée le 22 novembre. Avec la perte de contrats pour Dassault et Airbus, l'activité était quasi nulle pour l'avenir.

L'aéronautique est pourtant un secteur prospère, mais là comme ailleurs, les grands groupes font la loi et c'est celle du profit maximum, face à laquelle la vie des 75 travailleurs de Reims Aerospace ne compte pas.

Aucun candidat à la reprise de l'usine n'a déposé de dossier. Il faut dire que l'état de cette dernière est lamentable. Aucun entretien n'a été assuré ces dernières années, alors que Novae (qui avait racheté l'entreprise en 2011)

et ACI (qui avait à son tour racheté le tout en 2021) s'étaient engagés à le faire auprès du Grand Reims, propriétaire du site. Cela montre que du côté des pouvoirs publics, aucun compte n'a été demandé à ACI et Novae.

C'est pourtant à l'actionnaire et à tous ceux qui ont profité du travail des ouvriers qu'il faudrait justement demander des comptes. On verrait alors que le travail des ouvriers leur a permis de s'enrichir. Cet argent, au lieu d'aller garnir des portefeuilles, devrait servir à payer les travailleurs jusqu'à ce qu'ils retrouvent un emploi ou qu'ils arrivent à la retraite.

Correspondant LO

ArcelorMittal : menaces contre les travailleurs

Mardi 26 novembre, 250 salariés sont venus à Denain soutenir les grévistes d'ArcelorMittal et protester contre les licenciements et la fermeture des deux sites, à Denain et à Reims, prévue par ce trust multimilliardaire. 130 travailleurs en tout sont menacés.

Ce rassemblement regroupait des délégations des entreprises Stellantis, Toyota, Alstom entre autres et des délégations syndicales venues de toute la région. Tous ont dénoncé les licenciements et le fait qu'aucun travailleur n'est à l'abri, tant le patronat a déclaré la guerre à l'ensemble du

monde du travail.

La CGT d'ArcelorMittal Dunkerque a participé à ce rassemblement, non seulement pour apporter la solidarité des travailleurs du site mais aussi pour dénoncer les menaces que la direction fait peser sur les 4 500 travailleurs du site de Dunkerque, en particulier

sur les hauts fourneaux de l'usine, soit environ la moitié des effectifs de l'usine.

En effet, le groupe ArcelorMittal a soudain décidé de « reporter » de gros investissements annoncés depuis des années dans l'usine de Dunkerque pour la « décarbonation » de sa production. Avec cette usine et celle de Fos-sur-Mer, ce groupe est responsable à lui tout seul de 25 % des rejets carbone de l'industrie en France. Il s'est donc engagé à construire de nouvelles installations, pour produire de l'acier

sans utilisation de charbon, avec du gaz naturel, puis de l'hydrogène, afin de réduire ces rejets. La construction de fours électriques était également annoncée.

L'État avait promis 850 millions d'euros pour subventionner les frais de ces installations à l'usine de Dunkerque, ce qui représente quand même la moitié de leur coût total. Comme si ArcelorMittal n'était pas un géant de la sidérurgie mais un petit entrepreneur en difficulté ! Le patron du groupe a

déjà empoché 130 millions d'euros... ce qui ne l'empêche pas de reporter ces investissements.

Comme prétexte à l'ensemble de ces attaques, ArcelorMittal évoque la concurrence de « l'acier chinois » et la « crise de l'automobile ». Mais ArcelorMittal est riche à milliards. Ses propriétaires sont riches de l'exploitation des travailleurs et nourris d'argent public. Aucun travailleur ne doit perdre son emploi et son salaire !

Correspondant LO

À Reims, en grève contre les licenciements

Mardi 19 novembre, la direction d'ArcelorMittal a annoncé la fermeture de son usine de Reims, et le licenciement d'une centaine de travailleurs.

Cela fait des mois qu'ArcelorMittal alterne périodes de production et chômage partiel payé par l'État, tout en transférant la production dans d'autres sites du groupe encore plus rentables pour les actionnaires.

Si chaque travailleur pouvait constater la baisse des volumes, personne ne s'attendait à la fermeture pure et simple du site. Beaucoup ne l'ont apprise qu'en

se rendant à l'usine. Comme l'a constaté l'un d'eux : « Nous annoncer comme ça une fermeture, juste avant Noël, avec 130 familles qu'on laisse sur le carreau... Pour eux, on n'est pas des ouvriers mais simplement des coûts fixes. Il n'y a pas d'humain derrière. »

Les ouvriers ont débrayé dès l'annonce de la fermeture et sont allés chercher le directeur du site dans son bureau pour lui demander

des comptes. Ce dernier s'est contenté de justifier les licenciements. La direction a confirmé qu'elle programait l'arrêt de la production pour juin 2025, de même qu'à l'usine de Denain où une trentaine de travailleurs seraient aussi licenciés. Sous prétexte de ne pas créer de concurrence, elle refuse toute offre de reprise et a annoncé le départ de plusieurs machines vers la Pologne, l'Espagne ou la Belgique.

Le groupe ArcelorMittal a encaissé des bénéfices record au cours des dernières



années et ce n'est que par un artifice comptable qu'il présente un bilan un peu moins positif. Mais pour les actionnaires, tout va bien, les profits rentrent à flots : encore 1,5 milliard d'euros

au troisième trimestre. Depuis lundi 25 novembre, tous les ouvriers et une partie des administratifs sont en grève pour s'opposer aux licenciements.

Correspondant LO

QUI SOMMES-NOUS ?

Lutte ouvrière

Union communiste (trotskyste), membre de l'Union communiste internationaliste

L'Union communiste (trotskyste) qui publie *Lutte ouvrière*, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui le communisme et le socialisme sont le seul avenir pour l'humanité. Celle-ci est menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle, dont la division en classes sociales repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société. Pour cela ils devront remplacer l'État de la bourgeoisie pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages du pouvoir économique et politique. Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre.

Les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé.

Lutte ouvrière est éditée par la société Éditions d'Avron - 6, rue Florian 93500 Pantin - Téléphone: 0148108620 - SARL au capital de 7622,45 euros, durée quatre-vingt-dix-neuf ans à partir du 1^{er} janvier 2020 - Gérant: Michel Rodinson. Associés: René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Stephen Goldberg. Directeur de la publication et responsable de la rédaction: Michel Rodinson. - Tirage: 12000 exemplaires. Impression: Paris Offset Print - 30 rue Raspail - 93120 La Courneuve - Commission paritaire des publications n° 1024 C 85576 - ISSN 0024-7650 - Distribué par les MLP (Messageries lyonnaises de presse) - Dépôt légal novembre 2024.

Toute correspondance à LUTTE OUVRIÈRE - BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX

Soutenir financièrement Lutte ouvrière

Lutte ouvrière ne peut compter, pour exister, éditer des affiches, des tracts, financer les campagnes électorales et toutes ses interventions, que sur ceux qui sympathisent avec son combat. C'est pourquoi nous faisons appel à vous. On peut nous soutenir financièrement par carte bancaire sur notre site ou nous adresser un don par chèque libellé à l'ordre de : **Association de financement du parti Lutte ouvrière**, en les remettant à un militant ou en les envoyant à l'adresse suivante : **LUTTE OUVRIÈRE** BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX. Merci d'indiquer lisiblement vos **nom, pré-**

nom et adresse, pour permettre l'envoi du reçu fiscal auquel ce don donnera droit. En effet, les dons à un parti politique donnent droit à une réduction d'impôt dans la proportion de 66 % de ce don et dans la limite de 20 % du revenu imposable. Ainsi un don de 300 euros donnera droit à une réduction d'impôts de 200 euros, à condition que l'impôt sur le revenu dépasse cette somme. *Seuls les dons inférieurs à 150 euros peuvent être versés en espèces. Ces dons en espèces donnent lieu à un reçu, comme tous les autres dons, mais n'ouvrent pas droit à une réduction fiscale. Une personne physique ne peut verser*

un don que si elle est de nationalité française ou si elle réside en France. L'association de financement du parti Lutte ouvrière a été agréée le 30 novembre 2009. Elle est seule habilitée à recueillir les dons de personnes identifiées. L'article 11-4 de la loi du 11 mars 1988 précise que les dons et cotisations d'une personne physique à un ou plusieurs partis politiques sont plafonnés à 7 500 euros par an. L'article 11-5 de cette loi dispose que « ceux qui ont versé des dons à un ou plusieurs partis politiques en violation de l'article 11-4 sont punis d'une amende de 3 750 euros et d'un an d'emprisonnement ».



Bulletin d'abonnement

Je souhaite m'abonner à Lutte ouvrière Lutte de classe

Nom Prénom

Adresse

Code postal Ville

Ci-joint la somme de :
Chèque à l'ordre de Lutte ouvrière : à adresser à LUTTE OUVRIÈRE, BP 20029, 93501 PANTIN CEDEX

Tarif des abonnements	Lutte ouvrière		Lutte de classe
	6 mois	Un an	Un an
Destination			
France, Outre-mer	25 €	50 €	18 €
Outre-mer avion	33 €	65 €	20 €
Reste du monde	43 €	85 €	25 €

Envoi sous pli fermé : tarifs sur demande.

Sur Internet
www.lutte-ouvriere.org
www.union-communiste.org
contact@lutte-ouvriere.org

Vidéos www.lutte-ouvriere.org/multimedia
Audio-LO www.lutte-ouvriere-audio.org

Northvolt : symbole d'un système en faillite

Le 21 novembre, en Suède, l'entreprise de fabrication de batteries pour véhicules électriques Northvolt s'est déclarée en quasi-faillite et, retirant son épingle du jeu, son PDG et cofondateur, Peter Carlsson, a démissionné.

Deux mois auparavant, l'ex-start-up suédoise dopée aux investissements espérés hyper rentables avait annoncé 1 600 suppressions d'emploi, un quart de ses effectifs mondiaux. Plusieurs centaines de travailleurs de l'usine sortie de terre en 2021 près du cercle polaire, à Skellefteå, en ont déjà été informés, ainsi que dans la filiale de recherche, à Västerås et à Stockholm. La situation est plus critique encore pour nombre de travailleurs venus d'autres pays qui, leur visa dépendant de leur emploi, devraient quitter la Suède s'ils

n'en ont pas retrouvé un dans les trois mois.

En moins de dix ans d'existence, Northvolt et ses deux cofondateurs avaient vu se précipiter les investisseurs à l'affût de ce qui était censé devenir la plus grande usine européenne de production de batteries pour véhicules électriques. Ce furent d'abord des millions, puis des milliards de dollars placés par Goldman Sachs (15 % du capital), puis Volkswagen (21 %), suivis de BMW et de fonds scandinaves. BlackRock n'allait pas, lui non plus, manquer le coche. La Banque

européenne d'investissement y alla de ses 350 millions. Stimulés par l'appétit à concurrencer les usines chinoises de production de batteries, la propagande sur la technologie verte, que Northvolt mettait en avant, la « décarbonation » que ses patrons invoquaient à propos de la construction des bâtiments et des transports publics gratuits mis à disposition des salariés, les capitaux affluaient. Des fonds canadiens, alléchés par un projet d'usine sur leur sol, y plaçaient plus d'un milliard de dollars. Goldman Sachs promettait à ses clients de récolter « quatre fois leur mise ». Des contrats de 50 milliards d'euros au total étaient signés par Volkswagen, BMW, Scania et autres constructeurs.

Hélas, en 2023, le ton a

changé : des pertes étaient enregistrées, les emprunts envisagés étaient annulés, ainsi que certains gros contrats comme celui de BMW qui portait sur 2 milliards d'euros de commandes.

Les dirigeants de Northvolt voudraient maintenant sauver les meubles – les leurs – et se mettre à l'abri des créanciers, sans le moindre égard pour les travailleurs menacés, ni pour les pertes d'emplois en cascade, ne serait-ce que dans les commerces de Skellefteå.

Les raisons de la chute, selon les analystes économiques qui se disent informés, tiendraient aux choix technologiques des patrons de Northvolt, consistant à construire des batteries NMC (nickel, manganèse, cobalt) et non LFP (lithium,

fer, phosphate), qui seraient moins coûteuses et plus au point.

Les lignes de production auraient aussi été mises en place de façon précipitée, pour devancer les concurrents européens et chinois. Quoi qu'il en soit, il apparaît que la perspective de la création d'usines de batteries géantes a d'abord attiré les aides des États et les capitaux en quête de profits rapides, avant que ceux-ci se retirent au vu d'un marché plus incertain que prévu.

C'est un épisode de spéculation de plus, qui laisse derrière lui un gâchis social, humain et environnemental. Mais l'essentiel n'est-il pas pour les investisseurs qu'ils se soient retirés à temps ?

Viviane Lafont

Matières plastiques : polluantes comme le capitalisme



S. BHATTACHARYA / L. DE FOUCAUD / C. PIERRE-MAGNANI REPORTERRE

Déchets plastiques exportés de France en Turquie.

Les délégués de 175 pays se sont réunis en Corée du Sud avec l'ambition de rédiger un traité mondial qui permettrait de réduire la pollution engendrée par le plastique. Un véritable canular !

Chaque année, on produit au moins 400 millions de tonnes de plastique. En fait, il faut parler de plastiques au pluriel car, si tous sont fabriqués à partir de naphta, une des fractions issues du raffinage du pétrole, les différents polymères constituant les matières plastiques sont très nombreux. Sans compter qu'on ajoute ensuite à ces polymères des substances afin de les colorer, les rendre plus solides ou plus souples, plus résistants au chaud ou au froid, etc. Il existe donc des milliers de plastiques différents.

Mais, contrairement au papier ou au bois, la grande

majorité des plastiques ne sont pas biodégradables, c'est-à-dire qu'aucune bactérie, levure ni champignon ne peut les dégrader. Quand ils ne sont plus utiles, pour les faire disparaître, on ne peut que les enfouir dans des décharges ou les incinérer. Ils sont surtout abandonnés, jetés, et une grande partie des milliards de tonnes de plastique qui ont été produites sont toujours dans notre environnement, s'accumulant dans les sols, les rivières et les océans. Quand ce plastique est fragmenté, réduit en micro-plastique, il n'est pas plus dégradable pour autant et s'introduit partout, entre autres dans la

chair des poissons que l'on consomme. La pollution par le plastique dévaste ainsi la planète.

Le recyclage que les industriels mettent en avant est une mystification. Moins de 10 % de la production de plastique est réellement recyclée, c'est-à-dire redonne réellement du plastique. Pratiquement cela ne concerne que les bouteilles d'eau et encore, à condition qu'elles ne soient pas colorées, sinon elles sont transformées en fibres textiles, en polaires qui, elles, ne sont pas recyclables.

Quant aux pots de yaourt, faits de polystyrène, on promettait il y a quelques années qu'ils seraient recyclés, comme l'affirme le logo affiché sur le fond du pot, mais il n'en est rien. Techniquement, c'est

Europe : les budgets militaires préparent la guerre

L'Agence européenne de défense, qui vise à une certaine coordination militaire des pays membres de l'Union européenne, pointe dans son rapport annuel une hausse attendue de plus de 30 % des dépenses dans ce domaine à l'échelle de l'UE sur l'année 2024, en référence à 2021.

Les 326 milliards d'euros prévus pour 2024 incluent les dépenses de fonctionnement des armées et plus de 100 milliards d'euros consacrés à des investissements. Ces derniers, en hausse de plus de 70 % par rapport à 2021, incluent des dépenses en recherche et développement ainsi que l'achat de nouveaux équipements.

Ainsi, alors que certains États très endettés, comme la France, réduisent les dépenses

essentielles pour la population, ils maintiennent voire augmentent les budgets militaires. L'avenir s'annonce radieux pour les marchands de canons. Les grands États de ce monde « investissent » déjà dans les guerres à venir. Ils savent qu'au-delà de la guerre en Ukraine, les tensions économiques entre les grandes puissances s'aggravent et laissent prévoir de nouveaux conflits.

Chaque État se prépare ainsi à défendre, non pas « son pays », comme les dirigeants l'affirment déjà, mais les intérêts de ses capitalistes nationaux. Et ces dirigeants se préparent à entraîner derrière eux leur propre population, indispensable dans son rôle de chair à canon.

Lucas Pizet

possible mais après qu'on les a consciencieusement déposés dans la poubelle jaune, les pots arrivent dans un centre de traitement au milieu de toutes sortes de matières plastiques dont il faudrait les séparer avant de les acheminer vers la bonne filière de traitement. Or, cela n'est pas rentable même si, en 2022, le financement a été accordé pour

la construction de deux usines de recyclage des pots de yaourt en polystyrène. Ces usines ne verront pas le jour.

Qui sait ce que sont devenus les financements ? Très certainement recyclés dans la poche d'un certain nombre de patrons. C'est le seul vrai recyclage que connaît le capitalisme.

Sophie Gargan